



# Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

Secrétariat assuré par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement



## 44<sup>ème</sup> Réunion du Comité permanent

Bonn, Allemagne, 14-15 octobre 2015

UNEP/CMS/StC44/10.3/Rev.1

### MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2015-2017

(préparé par le Secrétariat)

#### Résumé

Pour la première fois, un programme de travail chiffré (PdT) pour 2015-2017 a été soumis à la COP11 (novembre 2014, Équateur) qui l'a examiné puis adopté par la Résolution 11.1 sur les « *Questions financières et administratives* ».

Le présent rapport décrit les progrès réalisés dans la mise en œuvre du PdT du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juillet 2015. En outre, il indique les enjeux que le Secrétariat doit relever concernant certaines des activités prévues et les prochaines étapes à parcourir pour traiter ces questions.

## MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2015-2017

(préparé par le Secrétariat)

### INTRODUCTION

1. Au fil des ans, les Parties contractantes ont exprimé le souhait de recevoir davantage d'informations sur la manière dont les ressources sont allouées et utilisées par le Secrétariat. À ce jour, le Secrétariat a régulièrement fait rapport aux organes subsidiaires de la Convention sur ses activités et les ressources financières utilisées. Encouragé par les débats qui ont eu lieu durant la COP10 (novembre 2011, Norvège), le Secrétariat a présenté à la 42<sup>ème</sup> Réunion du Comité permanent un projet de programme de travail chiffré (PdT). Ce projet a été approuvé par le Comité et a ainsi pu être présenté à la COP11. C'était la première fois qu'un PdT (couvrant la période 2015-2017) était soumis à la COP11 (novembre 2014, Équateur). La COP11 l'a examiné attentivement et l'a adopté par la Résolution 11.1 « *Questions administratives et financières* ». Le PdT est un outil très important pour la planification des activités à entreprendre car il permet au Secrétariat d'accroître sa responsabilité, de donner une idée claire de ce que sont ses priorités et de la manière d'y répondre sur la base des fonds disponibles. Il permettra aussi aux Parties de mieux comprendre et de mieux suivre les activités du Secrétariat. Il servira de cadre au Secrétariat pour faire rapport au Comité permanent et à la COP sur son travail. Se fondant sur le PdT, le Secrétariat a établi son projet de plan annuel interne.

2. Le présent rapport fait le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PdT sur la base des progrès réalisés du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juillet 2015.

3. Pour une mise en œuvre complète du PdT, selon des estimations, un montant total d'environ 19,5 millions d'USD est nécessaire alors que le budget de base ne s'élève qu'à 7,4 millions d'USD. Le PdT est très ambitieux et pour l'exécuter dans son intégralité, le Secrétariat devra trouver des moyens de combler l'écart. Il s'efforcera naturellement dans la mesure du possible de mener à bien le PdT avec les ressources dont il dispose.

4. Le présent rapport suit la structure du PdT. Les activités du PdT ont été regroupées sous les rubriques suivantes:

- I. Direction exécutive et administration
  - II. Plan stratégique
  - III. Appui à la mise en œuvre par domaine d'activité:
    - III.1 Équipe Espèces aquatiques
    - III.2 Équipe Espèces aviaires
    - III.3 Équipe Espèces terrestres
    - III.4 Services consultatifs scientifiques
  - IV. Mobilisation des ressources et affaires inter-agences
  - V. Information, communication et sensibilisation
  - VI. Renforcement des capacités
  - VII Prestation de services pour les organes directeurs et autres réunions de la CMS
- Coûts de fonctionnement

5. Les rubriques susmentionnées, à l'exception des coûts de fonctionnement, reflètent la structure organisationnelle du Secrétariat. Il a été demandé à chaque équipe de faire rapport sur ses activités durant la période 1er janvier-1er juillet 2015.
6. Le rapport se compose de deux parties, à savoir une partie descriptive sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et le PdT 2015-2017 sous forme de tableau dans une annexe (Annexe 1). Ce dernier donne un aperçu de l'état d'avancement de la mise en œuvre, y compris quelques observations et remarques le cas échéant.
7. Le PdT a été adopté par la COP11. Depuis, certaines activités, déjà prévues dans le PdT, par exemple la mise en application de résolutions adoptées par la COP11, ont été élaborées plus en détail et subdivisées en plusieurs activités, tandis que celles qui n'étaient pas prévues sont indiquées comme nouvelles activités.
8. Il n'a malheureusement pas été possible d'inclure dans le PdT pour 2015-2017 les activités qui seront menées par le bureau des projets de la CMS à Abou Dhabi, par le Mémoire d'entente sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l'océan Indien et en Asie du Sud-Est (IOSEA) et par le Mémoire d'entente sur la conservation des requins migrateurs, le temps à disposition avant la COP11 ayant été insuffisant. Toutefois il est prévu de soumettre à la prochaine réunion de la Conférence des Parties un PdT qui inclura toutes ces activités. Dans l'attente, le rapport présenté au Comité permanent englobe ces activités, donnant ainsi une image complète des activités du Secrétariat.
9. Les modifications susmentionnées apportées au PdT original sont signalées dans le document.
10. Enfin, le PdT permet au Secrétariat de rendre compte de toutes ses activités au titre d'un point unique de l'ordre du jour au lieu de le faire en plusieurs fois pendant la réunion comme cela s'est fait dans le passé. En particulier, le tableau de l'Annexe 1 donne un bref aperçu de l'état d'avancement de la mise en œuvre et des enjeux que le Secrétariat doit relever.

**Action requise:**

Le Comité permanent est invité à:

- i. Prendre note de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PdT 2015-2017, des enjeux à relever et des prochaines étapes proposées pour relever ces enjeux et à fournir des orientations, le cas échéant.

## ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PdT 2015-2017

### I. DIRECTION EXÉCUTIVE ET ADMINISTRATION

#### État d'avancement de la mise en œuvre

##### *Activité 1<sup>1</sup>: Direction exécutive et administration*

11. L'Administration de la CMS assure la direction générale du Secrétariat, par le biais de réunions périodiques avec les équipes, sur des questions ou parfois directement, par exemple avec l'administrateur de programme compétent. Les réunions ont lieu chaque mois avec l'ensemble de la famille CMS, y compris le Secrétaire exécutif de l'AEWA, le Secrétaire exécutif d'EUROBATS, le Coordonnateur de l'IOSEA, le Coordonnateur du Bureau de la CMS d'Abou Dhabi et les chefs des différentes équipes de la CMS. Ces réunions sont ouvertes à tous les membres du personnel. Améliorer la planification des activités et l'organisation des travaux a été et reste une priorité de l'Administration. Des progrès ont été enregistrés et le PdT est un outil efficace qui a permis d'apporter de nouvelles améliorations à cet égard. Toutefois, on notera que le PdT actuel est ambitieux et que les ressources disponibles limiteront la mesure dans laquelle le Secrétariat pourra mettre en œuvre le programme. Des contributions volontaires supplémentaires et/ou un appui des Parties et des partenaires seraient très appréciés.

##### *Activité 2: Superviser la gestion administrative et financière du Secrétariat*

12. L'ONU a décidé de revoir entièrement sa façon de gérer son administration, à la fois pour les processus opérationnels et pour les solutions en matière de technologie de l'information. Au centre de cette transformation est la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré de pointe qui fournira une approche harmonisée et simplifiée des fonctions organisationnelles de base suivantes: gestion des finances et du budget, gestion des ressources humaines, gestion du personnel (gestion organisationnelle, gestion des voyages, salaires, gestion des programmes et projets) et la chaîne d'approvisionnement/achats/gestion de la logistique. Le nouveau système qui est maintenant mis en place est appelé Umoja, qui signifie « unité » in Swahili.

13. La mise en œuvre d'Umoja est une entreprise importante qui a eu et continue d'avoir un impact énorme sur les tâches journalières de tous les membres du personnel et en particulier sur ceux qui travaillent pour l'Unité administrative et de gestion des fonds (AFMU). Tous les membres du personnel étaient tenus et le sont encore à suivre des cours liés aux nouveaux rôles qui leur ont été assignés dans Umoja. Avant de transférer les données contenues dans l'ancien système IMIS, l'AFMU a dû nettoyer les données. En mai 2015, les données ont été transférées dans Umoja et le Secrétariat va maintenant les vérifier afin de s'assurer qu'aucune donnée n'a été perdue et diviser en lignes budgétaires le montant total des fonds par Fonds fiduciaire. Ce processus est en cours et il faudra du temps pour vérifier que toutes les données sont correctes. Malheureusement, le chef de l'AFMU a quitté le Secrétariat pour assumer un nouveau poste au Secrétariat des Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm à Genève. Néanmoins, il continue d'apporter un appui au Secrétariat de la CMS. Son successeur devrait entrer en fonction le 17 août 2015.

14. L'Administration de la CMS participe étroitement à la mise en œuvre d'Umoja. Outre qu'elle donne des avis et des orientations au personnel, elle organise des réunions pour informer le personnel des nouveaux faits concernant Umoja et répondre à des questions spécifiques. Cela continuera au cours des prochains mois.

<sup>1</sup> Le numéro de l'activité se réfère au numéro mentionné dans le PdT 2015-2017 (voir Annexe 1)

**Activité 3: Représenter la CMS et/ou la famille CMS; sensibiliser, accroître la visibilité, etc.**

15. L'Administration de la CMS a représenté la CMS et/ou la famille CMS lors de différentes réunions pour sensibiliser, accroître la visibilité de la CMS et de la famille CMS et pour encourager l'adhésion et le soutien à la mise en œuvre de la CMS et de ses instruments.

16. Par roulement et pour la durée d'un an, l'un des chefs des organismes des Nations Unies assume le rôle de président du Forum des responsables des agences onusiennes en Allemagne. En octobre 2014, le Secrétaire exécutif est devenu le président et, en cette qualité et ayant présidé des réunions du Forum, il représente aussi les Nations Unies à l'extérieur à différents événements.

17. Veuillez noter que le personnel de la CMS et des membres de la famille CMS ont participé à des réunions pour représenter la CMS et/ou un ou plusieurs de ses instruments.

**Activité 4: Analyse indépendante des synergies au sein de la famille CMS**

18. L'Institut pour les études européennes de l'Université de Bruxelles a été engagé pour entreprendre une analyse indépendante des synergies au sein de la famille CMS. Le résultat de cette analyse sera présenté à la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent (voir le document: UNEP/CMS/StC44/Doc 15.1).

**Activité 5: Examen des décisions**

19. La COP11 a adopté la Résolution 11.6 « *Examen des décisions* » et il a été décidé qu'il convenait de placer cette activité sous la rubrique « Direction exécutive et administration ». Par cette résolution, le Secrétariat a été chargé de préparer une liste (1) des résolutions et recommandations qui devraient être retirées et (2) des parties de résolutions et recommandations qui devraient être retirées. En outre, le Secrétariat devra soumettre cette liste à la 45<sup>ème</sup> Réunion du Comité permanent qui aura lieu en 2016. En conséquence, cette activité a été planifiée pour l'année prochaine.

**Activité 6: Processus d'examen de la mise en œuvre**

20. La COP11 a adopté la Résolution 11.7 « *Processus d'examen de la mise en œuvre* ». Pour les mêmes raisons que celles évoquées ci-dessus, il a été décidé de placer cette activité sous la rubrique « Direction exécutive et administration ». Conformément à la Résolution, le Secrétariat a proposé un mandat pour un groupe de travail (voir le document UNEP/CMS/StC44/doc16.1) qui sera examiné pour adoption par le Comité permanent à sa 44<sup>ème</sup> réunion.

**Enjeux**

21. Davantage de ressources humaines et financières sont nécessaires pour mettre en œuvre le PdT actuel dans son intégralité. Mobiliser des ressources supplémentaires devient un défi en soi compte tenu de la situation financière difficile dans laquelle se trouvent aujourd'hui nombre de pays donateurs.

**Prochaines étapes**

- Améliorer encore les processus de planification interne et l'organisation des travaux afin d'obtenir de meilleurs résultats
- Promouvoir davantage et mieux faire connaître la CMS et ses instruments
- Trouver des moyens d'augmenter les ressources du Secrétariat de façon à ce que le PdT puisse être intégralement mis en œuvre.

## ***Gestion du Bureau de la CMS à Abou Dhabi<sup>2</sup>***

### **État d'avancement de la mise en œuvre**

22. Le Bureau de la CMS à Abou Dhabi est le plus grand bureau du Secrétariat de la CMS hors de Bonn avec six postes à plein temps. Le Bureau fait fonction de Secrétariat pour le Mémoire d'entente Dugongs de la CMS et l'Unité de coordination pour le MdE Rapaces de la CMS.

23. Ce Bureau a été établi en 2009 à l'aimable invitation de l'Agence pour l'environnement d'Abou Dhabi (EAD) au nom du Gouvernement des Émirats arabes unis (EAU); il a été généreusement accueilli dès le départ par EAD à son siège. Entre 2009 et la mi-2015, l'Agence a investi dans le Bureau près de 9,3 millions d'USD comme financement de base, et a en outre fourni des bureaux de grand standing et un soutien concret sous diverses formes. En 2014, le Conseil exécutif d'Abou Dhabi a approuvé en principe, une extension de 10 millions d'USD pour cinq ans (2015-2019) de cet arrangement. EAD a généreusement offert quelque 1,3 million d'USD pour financer la première année de cette extension et a continué d'héberger le Bureau à son siège, Des consultations se poursuivent entre EAD et le Conseil exécutif d'Abou Dhabi pour la période restante de quatre ans (2016-2019) sur un montant d'environ 8,1 millions d'USD. Parallèlement, le Ministère de l'environnement et des eaux des Émirats arabes unis a indiqué qu'il était prêt à adhérer à la Convention et des processus internes ont déjà démarré en vue de faire ce pas important dans un proche avenir.

24. Les investissements en espèces et en nature d'EAD ont offert au Bureau de la CMS à Abou Dhabi une occasion unique d'entreprendre un large éventail d'activités soigneusement ciblées à l'appui des MdE Dugongs et Rapaces, et de promouvoir la conservation des espèces migratrices en Asie de l'Ouest, notamment de promouvoir l'adhésion à la CMS et à ses instruments. Parmi les initiatives vedettes, citons la tenue de réunions périodiques des Signataires des MdE, l'accueil de réunions de groupes d'experts, l'élaboration de plans d'action mono-espèce ou multi-espèces et la collecte de fonds multilatéraux pour des projets à mener dans des pays en développement qui ont en commun avec les Émirats arabes unis certains animaux migrateurs. Le Bureau a cherché activement des occasions de mettre en place des partenariats aux niveaux national, régional, international et des Émirats, tout en visant à appuyer les intérêts régionaux et mondiaux de la famille CMS, en particulier en vue de faire face à des menaces communes aux espèces migratrices d'importance régionale, dont les oiseaux, les mammifères marins, les tortues et les requins.

### **Enjeux**

25. Les accords de financement actuel pour le Bureau de la CMS à Abou Dhabi expirent à la fin de 2015. Des consultations sont en cours pour conclure une extension de quatre ans de l'accord financier conclu avec EAD, qui agit au nom du Gouvernement des Émirats arabes unis.

### **Prochaines étapes**

- Travailler en coopération étroite avec les représentants d'EAD pour assurer une extension de l'accord conclu pour une période supplémentaire de quatre ans.
- Continuer d'identifier et de saisir les occasions de promouvoir dans la région Asie de l'Ouest les activités des MdE Dugongs et Rapaces, de la CMS et de la famille CMS et l'adhésion à ceux-ci.

<sup>2</sup> Cette activité ne faisait pas partie du PdT original mais témoigne de ce qui a été fait par le Bureau de la CMS à Abou Dhabi.

## II. PLAN STRATÉGIQUE

### *Activités 1 et 2: Groupe de travail sur le plan stratégique et poursuite du perfectionnement du plan*

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

26. Le Secrétariat a lancé un appel à nominations pour les membres régionaux du Groupe de travail sur la mise en œuvre du Plan stratégique (SPIWG) par le biais de la notification 2014/037 du 4 décembre 2014. Les noms des membres du groupe de travail a été communiqué aux Parties par la notification 2015/010 du 26 mars 2015. La première réunion du groupe de travail devrait avoir lieu à Bonn en octobre 2015 avant ou après la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent. Au moment de la rédaction du présent rapport, des préparatifs logistiques et techniques pour la réunion sont en cours. Une contribution généreuse du Gouvernement allemand a permis de couvrir au moins en partie le travail des consultants.

#### **Enjeux**

- Les arrangements mis en place par le Secrétariat pour appuyer le Groupe de travail ont dû être modifiés au début de 2015. En particulier, les services de consultant par lesquels le Secrétariat fournissait une assistance journalière au groupe de travail ont dû être interrompus en raison de difficultés financières. Le suivi des activités du groupe a été confié au conseiller expert scientifique, en sus de ses tâches et de ses responsabilités liées plus directement à son poste. La capacité du Secrétariat à suivre et appuyer les activités du groupe de travail a donc été limitée dans la première moitié de 2015. Des dispositions ont été prises pour développer cette capacité pendant la deuxième moitié de 2015 et les prochaines années, lorsque le groupe de travail sera devenu pleinement opérationnel.
- Des modifications des procédures administratives liées à la mise en œuvre d'Umoja sont venues compliquer l'organisation des activités de conseil technique à l'appui du Groupe de travail.

#### **Prochaines étapes**

- La planification en cours, la préparation et l'accueil de la première réunion du Groupe de travail constitueront une tâche prioritaire dans les mois à venir.
- L'engagement d'un ou de plusieurs consultants qui devront apporter des contributions techniques aux activités du Groupe de travail devrait avoir lieu dans la dernière partie de 2015 sur la base du mandat que la réunion du Groupe de travail devra approuver.

### *Activité 3: Modification du modèle de rapport national en lien avec l'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique.*

27. Cette activité a maintenant été incluse dans le PdT afin de tenir compte d'une disposition de la Résolution 11.2, qui demande au Secrétariat d'envisager de modifier le modèle de rapport national. Des modifications pourraient être nécessaires concernant l'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique et les indicateurs pour lesquels les rapports nationaux sont considérés comme d'importantes sources potentielles d'information. Il est possible de rationaliser les processus existants en matière d'établissement de rapports afin d'alléger le fardeau des rapports, et toute proposition de modification peut être soumise au Comité permanent qui l'examinera et la transmettra à la 12<sup>ème</sup> session de la Conférence des Parties. Cette activité devrait être entreprise principalement en 2016, en

parallèle avec l'élaboration d'indicateurs et du Guide d'accompagnement. Une version révisée du modèle de rapport national devrait être soumise à la 45<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent pour approbation, version qui servira à l'établissement des rapports nationaux pour la COP12 en 2017.

### III. APPUI À LA MISE EN ŒUVRE

#### III.1 ESPÈCES AQUATIQUES

##### *Activité 2. Mise en œuvre des résolutions*

##### Activité 2.1: Rés. 10.14 – Prises accidentelles d'espèces inscrites aux Annexes de la CMS dans la pêche aux filets maillants

28. Un atelier conjoint CMS/CTOI de renforcement des capacités destiné aux gestionnaires du Programme régional d'observateurs de la CTOI provenant de l'Iran, d'Oman et du Pakistan est prévu en octobre 2015. S'y associeront le MdE sur les requins et le MdE sur les tortues marines (IOSEA).

##### Activité 2.2: Rés. 10.15 – Programme de travail mondial pour les cétacés

29. La Résolution indique les tâches et les priorités pour les activités liées aux cétacés du Groupe de travail sur les mammifères aquatiques du Conseil scientifique, du Conseil lui-même et du Secrétariat. Une action clé qui s'imposait était l'organisation de l'atelier d'avril 2014 sur les conséquences de la culture des cétacés pour leur conservation, qui a débouché sur la Résolution 11.23 mentionnée ci-dessous.

La COP11 a nommé Giuseppe Notarbartolo di Sciara nouveau conseiller pour les mammifères aquatiques. Le travail basé sur les priorités indiquées dans la Résolution 10.15 est en cours de planification et pourrait être axé sur l'avancement des travaux sur la définition de mesures pour la protection des habitats, l'élaboration d'orientations pour les EIE afin d'évaluer l'impact de la pollution acoustique, la définition de mesures d'adaptation pouvant contrecarrer les effets du changement climatique sur les espèces migratrices et le recensement des connaissances sur l'impact sur le gibier marin et la définition de mesures d'atténuation.

##### Activité 2.3: Rés. 11.20 - Conservation des requins et des raies migrateurs

30. Le Secrétariat de la CMS continue d'assurer la liaison avec la FAO, les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP), la CITES, la société civile et d'autres parties prenantes concernées, afin de promouvoir des actions coordonnées pour assurer la conservation et l'exploitation durable des requins et des raies et a commencé à travailler sur le renforcement des capacités à cette fin, comme il est souligné dans la section concernant le Mémoire d'entente sur la conservation des requins migrateurs.

##### Activité 2.4: Rés. 11.22 – Captures de cétacés vivants dans le milieu naturel à des fins commerciales

31. Un questionnaire a été envoyé à toutes les Parties en avril 2015 afin de déterminer l'état d'avancement de la mise en œuvre de cette Résolution. Plus précisément, il a été demandé aux Parties de fournir des informations sur toute législation nationale existante interdisant la capture de cétacés vivants dans le milieu naturel à des fins commerciales ou de tout plan pour mettre en place une législation en ce sens. Il leur a également été demandé si elles disposaient de lois nationales qui comportaient des mesures plus strictes que celles requises par l'Article XIV de la CITES pour ce qui concerne l'importation et le transit international de cétacés vivants ou de tout plan pour mettre en place une législation en ce sens. Au 6 juillet 2015, 37 réponses étaient parvenues. Une fois les consultations achevées, le Secrétariat rassemblera et analysera ces informations afin d'évaluer le niveau de mise en œuvre de cette Résolution et de fournir une assistance aux Parties souhaitant aligner davantage leur législation sur la Résolution. Le Secrétariat produira également un rapport pour la



COP12 de la CMS, qui donnera un aperçu général de l'état actuel des législations nationales sur cette question.

Activité 2.5: Rés. 11.23 – Conséquences de la culture des cétacés pour leur conservation

32. Suite à un appel à nomination d'experts envoyé au Conseil scientifique en avril 2015, des experts dans les aspects connexes de divers taxons ont été invités à se joindre au groupe d'experts. Au 6 juillet 2015 une quarantaine d'experts avaient accepté. Le mandat et le plan de travail du groupe d'experts ont été élaborés en consultation avec le Conseiller nommé pour les mammifères aquatiques et des débats devraient débuter prochainement dans une section réservée à cette fin de l'espace de travail du Conseil scientifique.

Activité 2.6: Rés. 10.24 – Nouvelles mesures visant à réduire la pollution acoustique sous-marine pour la protection des cétacés et autres espèces migratrices

33. La Résolution souligne l'importance d'entreprendre des évaluations de l'impact sur l'environnement qui tiennent compte des effets des activités générant des bruits sur les cétacés et autres biotes; un libellé similaire se trouve également dans des résolutions d'ACCOBAMS et d'ASCOBANS. Dans cette optique, les Secrétariats CMS/ASCOBANS et ACCOBAMS préparent pour la famille CMS des mandats pour l'élaboration de lignes directrices sur l'EIE destinées aux industries offshore générant des bruits. Des projets avancés devraient être soumis à la prochaine réunion du Conseil scientifique en 2016 pour observations.

34. Le Groupe de travail mixte sur les bruits, établi par les Accords liés aux cétacés, ACCOBAMS et ASCOBANS, comprend maintenant la CMS et s'acquitte de son mandat.

Activité 2.7: Rés. 11.29 – Observation de la vie sauvage marine en bateau

35. Aucun progrès n'a pu être fait faute de fonds.

Activité 2.8: Rés. 11.30 – Gestion des débris marins

36. Les premiers pas ont été faits pour la traduction de la brochure « Oceans Full of Plastic » (Du plastique plein les océans) en français, en espagnol et si possible également en allemand. Dès que le transfert de l'administration de l'organisation vers Umoja sera achevé, la traduction dans d'autres langues pourra commencer.

Des échanges de vues ont eu lieu avec le PNUE en mai 2015 pour trouver la meilleure façon de collaborer et de contribuer à des processus tels que le Partenariat mondial sur les déchets en mer. Il a aussi été demandé à la CMS de participer à la mise en place d'une formation en ligne ouverte à tous sur les déchets en mer, qui est en cours d'élaboration à l'Université libre avec le concours du PNUE.

Nouvelle activité<sup>3</sup>: Ours polaires (inscrits à l'Annexe II à la COP11)

37. Le Secrétariat mène actuellement des consultations avec le Gouvernement norvégien pour examiner des options pour l'organisation d'un symposium qui étudiera comment le changement climatique affectera les différentes sous-populations d'ours, et comment les données scientifiques peuvent être utilisées pour la prise de décisions au niveau mondial. Participeront à la réunion des spécialistes des ours polaires et des experts dans les divers aspects du changement climatique, par exemple la modélisation climatique qui permet de tenir compte des effets futurs du changement climatique dans la gestion.

<sup>3</sup> Après l'inscription des ours polaires et des anguilles européennes à l'Annexe II de la Convention, des possibilités de développer de nouvelles activités se sont fait jour.

*Nouvelle activité: Anguilles européennes (inscrites à l'Annexe II à la COP 11)*

38. Le Secrétariat est en consultation avec des parties prenantes, y compris la Sargasso Sea Alliance et le groupe de spécialistes de l'UICN, sur les activités futures, qui pourraient inclure un symposium scientifique sur l'état et les besoins de conservation de l'espèce.

## **MÉMORANDUMS D'ENTENTE**

### ***Activité 3: Mémoire d'entente relatif aux mesures de conservation des tortues marines de la côte atlantique de l'Afrique***

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

39. Le Secrétariat travaille avec la Convention d'Abidjan du PNUE sur un MdE pour entreprendre quelques activités conjointes liées aux tortues et à d'autres espèces dans la région.

#### **Enjeux**

- Manque de ressources financières et humaines pour mettre en œuvre les activités du MdE dans les États de l'aire de répartition
- Identifier les partenaires qui pourraient contribuer aux activités de coordination
- Identifier les partenaires internationaux (par exemple, ONG, organismes donateurs) qui pourraient contribuer à la mise en œuvre du MdE par le biais de leurs propres activités et/ou financièrement;

#### **Prochaines étapes**

40. Continuer à mobiliser des fonds.

### ***Activité 4: Mémoire d'Accord sur la conservation des lamantins et des petits cétacés d'Afrique occidentale et de Macaronésie (WAAM)***

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

41. Faute de ressources financières, aucune des activités prévues dans le PdT pour 2015 n'a pu être entreprise.

#### **Enjeux**

- Manque de ressources financières et humaines pour mettre en œuvre les activités du MdA dans les États de l'aire de répartition de l'espèce
- Identifier les partenaires qui pourraient contribuer aux activités de coordination
- Identifier les partenaires internationaux (par exemple, ONG, organismes donateurs) qui pourraient contribuer à la mise en œuvre du MdA par le biais de leurs propres activités et/ou financièrement;

#### **Prochaines étapes**

42. Continuer à assurer la liaison avec la Convention d'Abidjan et à collecter des fonds.

### ***Activité 5: Mémoire d'entente pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des îles du Pacifique (PIC)***

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

43. Le Secrétariat de la CMS (pour le PIC et le MdE Dugongs) était représenté au Séminaire régional sur le thème de l'écotourisme bleu dans le Pacifique, organisé dans le cadre des Journées bleues en juin 2015. Une liaison a été établie avec le PROE sur les enjeux futurs, y compris l'Année de la baleine du Pacifique, prévue pour 2016 ou 2017.

### **Enjeux**

44. Le mandat de l'administrateur de la CMS auprès du PROE s'est achevé en décembre 2014 lorsque les fonds se sont épuisés. Il n'a pas été possible d'obtenir des fonds supplémentaires, ni de trouver un autre arrangement pour assurer la coordination technique du MdE.

### **Prochaines étapes**

45. Continuer à collecter des fonds pour permettre une coordination technique et à assurer la liaison avec l'équipe chargée des espèces du PROE.

### ***Activité 6: Mémoire d'accord concernant les mesures de conservation en faveur des populations de l'Atlantique oriental de phoque moine de la Méditerranée (Monachus monachus)***

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

46. Une réunion est prévue en 2017 pour examiner le plan d'action.

### ***Activité 7: Mémoire d'entente sur la conservation des requins migrateurs<sup>4</sup>***

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

47. La 1<sup>ère</sup> Réunion du Comité consultatif (AC1) et la 2<sup>ème</sup> Réunion des Signataires (MOS2) devraient avoir lieu en février 2016 à San José, Costa Rica, pour lesquelles des préparatifs sont en cours ainsi que des activités de collecte de fonds. Entre-temps, les activités du Comité consultatif et du Groupe de travail intersessions sont appuyées par le Secrétariat.

48. Grâce à des activités visant à encourager les États de l'aire de répartition non-Signataires à signer le Mémoire, le nombre de membres n'a cessé d'augmenter, et s'était établi à 39 au moment où le présent document est finalisé.

49. Alors que le mandat pour les partenaires coopérants au MdE est en cours d'élaboration par le Groupe de travail intersessions, le Secrétariat continue de nouer des relations de travail avec des ONG et d'autres organismes et entités compétents. Une enquête a été menée parmi les partenaires coopérants à l'appui des travaux du Groupe de travail intersessions.

50. En coopération avec des organisations partenaires et d'autres accords de la famille CMS, le Secrétariat entreprend des activités visant à améliorer la capacité des pays et des régions à réaliser les objectifs du MdE et à faciliter et promouvoir la mise en œuvre des activités menées en coopération avec les États Signataires. Avec une aide financière du Gouvernement allemand, un « Guide pour l'identification des requins des mers arabes » a été mis au point; il servira notamment d'outil de formation pour l'atelier de renforcement des capacités prévu sur les « prises accidentelles dans la pêche aux filets maillants » organisé conjointement par la CTOI, l'IOSEA et le MdE Requins, en octobre 2015.

---

<sup>4</sup> Il y a lieu de noter que seul un petit pourcentage des activités susmentionnées concernant l'organisation de la prochaine Réunion des Signataires fait partie du PdT et que le reste est couvert par des ressources fournies par les Signataires du MdE Requins.

51. Enfin, le Secrétariat apporte un soutien aux organisations et aux Signataires à la recherche de ressources financières pour réaliser les objectifs du MdE Requins. Un projet de recherche sur les requins, y compris le grand requin blanc en Tunisie, a été sélectionné pour un financement au titre du Programme de petites subventions de la CMS et des débats sont en cours avec les pays donateurs sur le financement d'un projet de suivi de la répartition et du comportement migratoire des raies manta de récif dans les îles Galapagos.

52. Le Secrétariat, qui fait office de Secrétariat par intérim pour le MdE Requins de la CMS, continue de fournir des services de gestion et une aide en nature en termes de temps du personnel de l'unité administrative.

### **Enjeux**

- Bon nombre des États de l'aire de répartition du MdE sont des pays en développement ou moins avancés ne disposant pas des capacités suffisantes pour mettre en œuvre le MdE. La mobilisation de ressources pour un soutien technique et le renforcement des capacités qui leur permettraient de mener à bien des actions de conservation reste donc un enjeu et un objectif prioritaire pour le Secrétariat.
- Étant donné la nature volontaire des contributions des Signataires au Fonds fiduciaire et du manque permanent de nouvelles contributions volontaires, le Secrétariat s'est vu contraint d'adopter une approche prudente concernant les dépenses des ressources du Fonds fiduciaire. Cela a été nécessaire pour garantir les postes pour 2015.
- Manque de fonds pour convoquer une réunion intersessions du Comité consultatif ou pour permettre aux experts de représenter le MdE aux réunions pertinentes des ORGP.

### **Prochaines étapes**

- Continuer les préparatifs de la deuxième Réunion des Signataires et de la première Réunion du Comité consultatif.
- Poursuivre les efforts visant à collecter des fonds à la fois pour les fonctions du Secrétariat et pour la mise en œuvre des activités.

**MdE Dugongs<sup>5</sup>****État d'avancement de la mise en œuvre**

53. Le Secrétariat du MdE Dugongs s'est concentré sur la fourniture d'un appui aux projets, sur le renforcement des capacités et sur les ateliers techniques ainsi que sur la collecte de fonds pour des initiatives régionales et nationales. L'exécution du plan de conservation et de gestion du MdE Dugongs est facilitée par la DSCCI (Initiative sur les dugongs, les herbiers marins et les communautés côtières) qui entend améliorer l'intendance communautaire, essayer d'autres options en matière de moyens de subsistance, affronter l'impact des pêches sur les dugongs et d'autres espèces marines migratrices, améliorer l'éducation et la sensibilisation, combler les lacunes dans les connaissances, intégrer la conservation des dugongs et des herbiers marins dans les politiques, la planification et les cadres réglementaires et renforcer les capacités en matière de conservation. Les principales initiatives contribuant à la DSCCI en cours ou prévues comprennent:

- **Projet FEM-5 sur la conservation des dugongs et des herbiers marins (Projet FEM):** le Secrétariat du MdE Dugongs a fourni un appui au lancement réussi du Projet FEM moyennant le recrutement d'un Coordonnateur pour le projet, la coordination et la facilitation d'un appui au niveau des experts à l'équipe chargée de la coordination du projet et aux partenaires nationaux du projet par le biais de la participation à des réunions clés internes ou des ateliers techniques (voir ci-dessous). Parmi les huit pays participant au projet, l'Indonésie, la Malaisie et Timor-Leste ne sont pas encore Signataires du MdE Dugongs mais tous ont fait part de leur intention de le signer durant la période de mise en œuvre du projet FEM. Un site web spécialisé qui présentera les activités de conservation mondiales pour les dugongs et les écosystèmes des herbiers marins, particulièrement le projet FEM, a aussi été créé: <http://www.dugongconservation.org>
- **Projets:** Le Secrétariat du MdE Dugongs a fourni un financement d'amorçage au Projet d'incitation à la conservation des dugongs et des herbiers marins dans la province de Trang en Thaïlande pour élaborer un plan d'action de conservation et mettre en œuvre les actions prioritaires. Des fonds sont également sollicités pour l'exécution d'un Projet de collaboration du golfe arabe et d'autres projets nationaux dans des pays clés, comme l'Inde, pour compléter le projet FEM.
- **Collecte de fonds:** Une proposition intitulée: *Améliorer la standardisation des données sur la biodiversité des herbiers marins et l'accès à ces données pour la prise de décision et la conservation (985 000 USD)* élaborée par le Secrétariat du MdE Dugongs, en partenariat avec la Marine Research Foundation, a été sélectionnée comme projet prioritaire par la Eye on Earth Special Alliance. La proposition sera l'un des 10 projets prioritaires qui seront présentés au Sommet Eye on Earth 2015 à 650 délégués invités de haut niveau dont la communauté des donateurs. Une fois sélectionnés, les membres de l'Alliance s'efforceront d'obtenir un financement préliminaire pour le projet par le biais de leurs organismes donateurs et des réseaux pertinents.
- **Ateliers techniques:** Deux ateliers techniques se tiendront en septembre 2015 avec pour objectifs 1) de perfectionner et simplifier les méthodologies en se concentrant sur des approches innovantes, incitatives et participatives, et 2) de préparer une réunion de cadrage pour un atelier technique important au premier trimestre de 2016. Le Secrétariat du MdE Dugongs s'est associé avec l'Agence pour l'environnement d'Abou Dhabi et Total Abu Al

<sup>5</sup> Il s'agit d'un aperçu des activités menées par le Bureau de la CMS à Abou Dhabi dans le cadre du MdE sur les dugongs, qui n'étaient pas prévues dans le PdT original.

Bukhoosh pour organiser un atelier au premier trimestre 2016 qui formulera des lignes directrices pour fournir aux États de l'aire de répartition des orientations approuvées sur les méthodes de recherche communément utilisées. Le but est d'aider les chercheurs à collecter et à partager des données standardisées sur les dugongs qui renseigneront sur l'état et la répartition de leurs populations d'une façon comparable sur toute l'aire de répartition des dugongs. Promouvoir la collecte de données standardisées tenant compte des besoins de chaque pays aidera à améliorer la gestion et la conservation de cette espèce.

### Enjeux

- Plus de 90 pour cent des États de l'aire de répartition du MdE Dugongs sont des pays en développement ou des pays moins avancés dotés de capacités insuffisantes pour mettre en œuvre le MdE. Ainsi, mobiliser des ressources pour un soutien technique et le renforcement des capacités afin de mettre en œuvre des actions de conservation reste un enjeu et une priorité importante pour le Secrétariat du MdE Dugongs.
- Les accords de financement actuels pour le Bureau de la CMS à Abou Dhabi (qui comprend le Secrétariat du MdE Dugongs) vont arriver à expiration à la fin de 2015. Des consultations sont en cours pour conclure une extension de quatre ans de l'accord financier avec l'Agence pour l'environnement d'Abou Dhabi, au nom du Gouvernement des Émirats arabes unis.

### Prochaines étapes

- Le Secrétariat du MdE sur les dugongs continuera de fournir un soutien à la supervision technique de la mise en œuvre du Projet FEM-5 de conservation des dugongs et des herbiers marins.
- Les fonds obtenus pour le Projet FEM et Eye on Earth Alliance serviront à mobiliser des fonds supplémentaires pour mettre en œuvre de nouvelles activités sous la houlette de l'Initiative DSCCI.
- Le succès du Projet FEM, d'autres projets et des ateliers aidera à convaincre les États de l'aire de répartition non-Signataires à adhérer au MdE Dugongs.
- La planification préliminaire de la Troisième Réunion des Signataires devrait commencer en 2016.

### *Mémoire d'entente sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est (MdE sur les tortues marines de l'IOSEA)<sup>6</sup>*

#### État d'avancement de la mise en œuvre

54. La Septième Réunion des Signataires (la "Réunion") a eu lieu en septembre 2014 à Bonn, en Allemagne. Outre qu'elle a examiné comme de coutume la mise en œuvre et les consultations concernant des actions prioritaires parmi les groupes sous-régionaux, la Réunion s'est penchée sur quelques questions importantes: interactions pêches-tortues sur la base de l'analyse des rapports nationaux des États soumis à la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI), la capture et le commerce illégaux des tortues marines, les problèmes sociaux-économiques liés à la conservation des tortues marines, la pollution provoquée par l'éclairage artificiel et quelques résultats préliminaires sur les impacts du changement climatique sur les tortues marines. Un atelier sous-régional se tiendra en octobre 2015 aux Maldives pour mettre sur pied un groupe de

<sup>6</sup> Il s'agit d'un aperçu des activités menées par le Coordonnateur du MdE de l'IOSEA, qui n'étaient pas prévues dans le PdT original.

travail sur les tortues marines du nord de l'océan Indien, chargé d'améliorer la mise en œuvre du MdE de l'IOSEA dans le nord de l'océan Indien. En conformité avec son Plan de conservation et de gestion ainsi qu'avec le plan d'action issu de la Réunion, les activités ci-après ont été menées à bien:

- **Réseau IOSEA de sites pour les tortues marines:** Au total, dix propositions de sites ont été acceptées pour le Réseau par la Réunion ; six sont en cours de révision par le Comité consultatif de l'IOSEA et seront publiées sur le site web de l'IOSEA. À la lumière des leçons tirées de ce premier cycle de nomination, un Sous-Comité de la Réunion procède à la révision des documents relatifs aux propositions, y compris les critères d'évaluation et de classement.

Un Comité directeur sera établi qui sera chargé d'étudier les options en matière de financement et de suivi pour les sites du Réseau.

- **Prises accidentelles et coopération avec les Organisations régionales de gestion des pêches:** Sur la base de la coopération passée entre le Secrétariat de l'IOSEA et la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI), un Mémoire d'entente entre la CMS et ses accords et la CTOI a été rédigé, définissant la coopération pour les cinq prochaines années. Il est porté à l'attention du Comité permanent de la CMS et des membres de la CTOI pour approbation. Dans l'attente de l'approbation du MdE, l'IOSEA et la CTOI continueront de coopérer. L'IOSEA aidera la CTOI à mettre à jour son Résumé exécutif annuel sur les tortues marines et à réviser la Résolution 12/04 sur les prises accidentelles de tortues marines actuellement en vigueur. Un atelier conjoint de renforcement des capacités se tiendra en octobre 2015; il est destiné aux scientifiques et aux gestionnaires du Programme régional d'observateurs de la CTOI provenant de l'Iran, d'Oman et du Pakistan.
- **Capture et commerce illégaux:** Se fondant sur un rapport de synthèse préparé par le Secrétariat, la Réunion a reconnu la gravité du commerce illégal des tortues marines. Un groupe de travail a été créé composé de dix États Signataires, chargé notamment de présenter un document à la 66<sup>ème</sup> Réunion du Comité permanent de la CITES pour sensibiliser les Parties à la CITES à cette question et les inviter à prendre les mesures nécessaires. Une réunion nationale a été organisée en septembre 2015 en Malaisie pour examiner la mise en œuvre des engagements internationaux à travers des lois nationales qui empêcheront le prélèvement continu d'œufs et de viande de tortues marines.
- **Mise au point d'outils en ligne et facilitation de l'échange d'informations:** la base de données internationale de l'IOSEA sur la récupération des bagues nageoires et d'autres outils en ligne, tels que la base de métadonnées de l'IOSEA sur le repérage par satellite, ont été régulièrement mises à jour et deux pages web sur les prises accidentelles et le commerce illégal respectivement ont été créées. Un bulletin de nouvelles électronique « e-News » est envoyé tous les mois à quelque 1 000 abonnés.
- **Appui technique/Renforcement des capacités de l'IOSEA:** La République unie de Tanzanie et Madagascar ont demandé de contribuer respectivement à la formulation d'une stratégie nationale pour les tortues marines et d'appuyer le renforcement des capacités scientifiques de leurs fonctionnaires. Le Programme n'a pas été utilisé par les États Signataires aussi largement que le Secrétariat ne l'avait prévu.

**Enjeux**

55. Étant donné que le MdE dépend des contributions volontaires des Signataires pour couvrir ses coûts de fonctionnement, l'appui des Signataires pour la mise en œuvre du MdE par le biais du Secrétariat a toujours été très précaire. Malgré l'introduction d'un barème de contributions volontaires, qui sont payables sur une base facultative, les activités du Secrétariat au début de 2015 n'avaient été couvertes que pour cinq mois.

**Prochaines étapes**

56. Afin d'augmenter le versement des contributions volontaires, la Réunion des Signataires en septembre 2014 avait décidé que le Secrétariat enverrait des factures à tous les Signataires sur la base du barème convenu. Dix des 35 Signataires avaient versé des contributions à la date du 31 juillet 2015.

**PLANS D'ACTION*****Activité 8: Plan d'action par espèce pour la tortue caouanne dans l'océan Pacifique Sud***

57. Après l'adoption du Plan d'action à la COP11, le Secrétariat a reçu des nominations pour des points focaux de presque tous les États de l'aire de répartition (Fidji, Équateur et Pérou n'avaient pas encore donné de réponse à la date du 31 juillet). Le Secrétariat entretient des liens avec le Secrétariat de la Convention interaméricaine pour la protection et la conservation des tortues marines et le PROE. Des fonds étant disponibles pour quelques activités d'implantation, les États de l'aire de répartition pourront choisir parmi les activités prévues par le Plan celles qu'ils voudront entreprendre en priorité.

**III.2 ESPÈCES AVIAIRES*****Activité 11: Mise en œuvre des résolutions******Activité 11.1: Résolution 11.14 sur le programme de travail sur les oiseaux migrateurs et les voies de migration<sup>7</sup>***

58. La Résolution 11.14 a adopté un programme de travail mondial sur les oiseaux migrateurs et les voies de migration dans le but de définir et d'encourager la mise en œuvre d'activités aux niveaux international et national qui contribueront effectivement à améliorer l'état des oiseaux migrateurs et de leurs habitats partout dans le monde. La Résolution a aussi adopté un Cadre pour les voies de migration des Amériques pour aider les gouvernements, les ONG, les instituts de recherche, les entreprises et les citoyens à conserver les oiseaux migrateurs et leurs habitats dans l'hémisphère occidental.

59. Le principal défi pour cette Résolution est le manque de fonds spécifiques alloués pour sa mise en œuvre. Une réunion du Groupe de travail sur les voies de migration est prévue en 2016, sous réserve des ressources disponibles. Les discussions ont porté sur l'organisation de cette réunion dans un pays d'Amérique latine afin de promouvoir le Cadre pour les voies de migration des Amériques. Un plan d'action est en préparation pour la mise en œuvre du Cadre sur le terrain. Durant la COP de Ramsar en Uruguay en juin 2015, un événement parallèle sur les voies de migration a été organisé par l'Initiative pour les espèces migratrices de l'hémisphère occidental (WHMSI) avec la

<sup>7</sup> Dans le PdT original, il était indiqué comme Activité 19 " Programme de travail pour les oiseaux migrateurs et les voies de migration, y compris l'organisation de la réunion du Groupe de travail"



participation de Rob Clay, Conseiller scientifique pour les oiseaux nommé par la COP, qui représentait la CMS.

60. En février 2015 une notification a été émise en coordination avec la CDB à l'appui de l'Initiative en faveur des oiseaux migrateurs de l'Arctique (AMBI) du Groupe de travail sur la biodiversité du Conseil arctique – Conservation de la faune et de la flore arctiques (CAFF), dans le but d'améliorer l'état de conservation durant tout le cycle de vie des oiseaux migrateurs qui se reproduisent en Arctique.

Activité 11.2: Résolution 11.15 sur la prévention des risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs

61. La Résolution a adopté des lignes directrices détaillées pour prévenir l'empoisonnement des oiseaux migrateurs, couvrant pesticides, rodenticides, appâts empoisonnés, médicaments vétérinaires et plomb. Un atelier conjoint CMS, AEWA et Mde Rapaces sur l'empoisonnement des oiseaux en Afrique australe se tiendra le 24 août 2015 en Afrique du Sud, en marge de la pré-MOP6 de l'AEWA. Il a été possible d'organiser cet atelier grâce à la contribution financière de l'Union européenne par le biais de l'accord de coopération stratégique ENRTP (Programme thématique pour l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, dont l'énergie) conclu avec le PNUE dans le cadre du projet « *Mise en œuvre efficace de la CMS, de l'AEWA et des autres instruments de la famille de la CMS à travers diverses régions et différentes langues au moyen du renforcement de la capacité* ».

Activité 11.3: Résolution 11.16 sur la prévention de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs

62. La Résolution reconnaît que l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs constituent un problème mondial mais se concentre sur la Méditerranée en tant que région où ces activités sont particulièrement intenses et nécessitent une approche proactive. À cette fin, la Résolution prévoit l'établissement d'un Groupe de travail intergouvernemental chargé de s'attaquer au problème de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs en Méditerranée, composé de représentants des gouvernements de toutes les Parties à la CMS dans la région et d'acteurs tels que BirdLife International, l'UICN et la Fédération des Associations de chasseurs de l'Union européenne (FACE).

63. Une note de synthèse a été rédigée par le Secrétariat et un groupe consultatif a été mis en place pour guider le travail de l'équipe spéciale. Des lettres ont été envoyées aux Parties et aux acteurs de la région Méditerranée demandant la nomination de points focaux pour l'équipe spéciale. Grâce à l'aide annoncée par l'Union européenne, il sera possible de nommer un Coordonnateur et d'organiser une première réunion des membres. Le Coordonnateur travaillera au sein du Secrétariat de la CMS à Bonn et la première réunion de l'équipe spéciale est prévue pour le premier trimestre de 2016, en même temps que la réunion du Groupe d'experts de la Convention de Berne sur l'abattage illicite des oiseaux.

Activité 11.4: Résolution 11.17 sur le Plan d'action pour les oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie

64. Une téléconférence du Groupe directeur du Plan d'action a été organisée le 12 juin 2015 pour fournir des avis sur les étapes futures concernant cette Résolution. Grâce aux fonds engagés par la Suisse, il sera possible d'organiser une réunion du Groupe de travail sur les oiseaux terrestres à Abidjan (Côte d'Ivoire) à la fin de novembre 2015. La réunion bénéficiera de l'appui logistique du Bureau sous-régional du PNUE pour l'Afrique de l'Ouest basé à Abidjan. En 2016, il est prévu d'organiser, sous réserve de la disponibilité de ressources, un atelier axé sur le changement d'affectation des terres et ses répercussions sur les oiseaux terrestres migrateurs. Cette réunion sera organisée en étroite coopération avec BirdLife International.

## MÉMORANDUMS D'ENTENTE

### *Activité 12: Mémoire d'entente relatif aux mesures de conservation du phragmite aquatique*

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

65. Les 20 et 21 mai 2015, la Troisième Réunion des Signataires du MdE (MOS) sur le phragmite aquatique a eu lieu au Parc régional du delta du Niémen à l'aimable invitation du Gouvernement lituanien. Huit signataires étaient présents ainsi que des ONG et des experts. La réunion était co-organisée par le Secrétariat de la CMS et l'organisation lituanienne, le Forum de l'environnement de la Baltique dans le cadre du projet LIFE+ de l'UE « Réaliser une agriculture durable pour assurer la conservation d'espèces d'oiseaux menacés partout dans le monde dans les paysages agraires ». La MOS s'est déroulée en marge du séminaire international « Réalisations, exemples de réussite et leçons tirées de la conservation du phragmite aquatique » (les 19 et 20 mai 2015) qui était le bilan et la réunion finale de ce projet LIFE de l'UE. La MOS a été entièrement financée par le projet LIFE et n'a occasionné aucun coût pour la CMS.

66. Les Signataires sont convenus d'une série de recommandations à mettre en œuvre d'ici à 2020. Elles portent sur la conservation de la principale population reproductrice de phragmites aquatiques dans l'est de la Pologne, au Belarus et en Ukraine; la population reproductrice de base de phragmites aquatiques entre l'Allemagne et la Pologne; le rôle de la France en tant que principale escale durant la migration; la nécessité de poursuivre la recherche dans les zones d'hivernage et de travailler avec le Plan d'action pour les oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie.

67. La prochaine MOS devrait avoir lieu au plus tard en 2020. Il s'agira d'une réunion très importante car le Plan d'action pour le phragmite aquatique sera révisé en profondeur et une nouvelle version sera élaborée. Le mécanisme de coordination avec la Royal Society for the Protection of Birds (Société royale pour la protection des oiseaux - RSPB) sera évalué. L'aspect positif est que le MdE sur le phragmite aquatique est composé de membres très actifs et engagés toujours prêts à aider et à poursuivre les activités. L'Équipe chargée de la conservation du phragmite aquatique devrait être mentionnée, notamment en tant que groupe d'experts qui est perçu comme un groupe de réflexion donnant des avis scientifiques très utiles et facilitant les enquêtes, les projets et les activités de recherche qui sont d'une extrême importance pour le MdE. Cette équipe chargée de la conservation est de fait l'organe consultatif du MdE sur le phragmite aquatique.

#### **Enjeux**

68. Il faut s'assurer que le mécanisme de coordination actuellement en place bénéficie d'un financement durable. Au titre de cet arrangement, la RSPB fournit des services de coordination au MdE par l'intermédiaire de OTOP, le partenaire de Birdlife en Pologne. Ce mécanisme a été approuvé par la MOS et en 2015 un accord de financement à petite échelle (SSFA) a été signé avec la RSPB aux termes duquel le Secrétariat de la CMS fournit 11 600 USD et la RSPB fournit 18 000 USD. Cet accord d'une durée d'un an viendra à expiration en juin 2016. Le budget principal de la CMS adopté à la COP11 ne comprend pas de fonds destinés à la coordination d'un MdE.

#### **Prochaines étapes**

69. Continuer d'essayer de collecter des fonds pour poursuivre la coordination.

**Activité 13: Mémoire d'accord pour la conservation et la gestion des populations d'Europe centrale de Grande Outarde**

**État d'avancement de la mise en œuvre**

70. La Quatrième Réunion des Signataires devrait avoir lieu au premier semestre de 2017 dans l'État de Brandebourg en Allemagne.

**Activité 14: Mémoire d'entente entre la République argentine et la République du Chili pour la conservation de l'ouette à tête rousse**

**État d'avancement de la mise en œuvre**

71. Aucune information n'est parvenue à ce jour.

**Activité 15: Mémoire d'entente relatif aux mesures de conservation du courlis à bec grêle**

**État d'avancement de la mise en œuvre**

72. Cette espèce n'a pas été observée ces dernières années, en conséquence aucune activité n'a été entreprise.

**Activité 16: Mémoire d'entente relatif aux mesures de conservation de la grue de Sibérie**

**État d'avancement de la mise en œuvre**

73. En juin 2015, le Secrétariat a participé à un atelier dans le but d'élaborer une stratégie de conservation pour la voie de migration orientale de la grue de Sibérie entre la Fédération de Russie et la Chine. La réunion a eu lieu dans la province de Liaoning en Chine et a été parrainée par la Fondation internationale pour la protection des grues (International Crane Foundation) et le Fonds mondial de conservation Disney (Disney Conservation Fund). La prochaine réunion des Signataires du MdE sur la grue de Sibérie devrait avoir lieu en Chine en 2016, sous réserve de la disponibilité de ressources, et des échanges de vues avec l'Administration des forêts d'État ont déjà commencé.

**Enjeux**

74. Assurer un financement durable à l'appui de l'accord de coordination existant avec la Fondation internationale pour la protection des grues, qui s'élève à 10 000 USD par an.

**Prochaines étapes**

75. Continuer à collecter des fonds pour la poursuite de la coordination et pour la prochaine réunion des Signataires en 2016.

**Activité 17: Mémoire d'entente sur la conservation des flamants des Hautes Andes et de leurs habitats**

**État d'avancement de la mise en œuvre**

76. Des discussions sont en cours avec le Pérou en vue d'organiser la première Réunion des Signataires du MdE sur les flamants des Hautes Andes dans la ville de Cuzco en octobre 2015. Le Pérou a été informé des conditions requises pour organiser cette réunion et les autorités sur place étudient les possibilités d'accueillir et de parrainer la MOS. La confirmation que cette réunion aura bien lieu doit encore arriver. Si la réunion est confirmée, son principal objectif sera l'adoption du Plan d'action. Cela donnera également à l'Argentine l'occasion de signer le MdE, car elle est encore le seul pays de l'aire de répartition qui ne l'a pas encore fait.

## Enjeux

77. Le principal enjeu pour ce MdE est de faire en sorte qu'un mécanisme de coordination soit mis en place pour assurer la mise en œuvre en temps voulu. Une possibilité est d'établir un système de roulement qui permettrait à chaque État Signataire d'assumer la fonction de coordination.

## Prochaines étapes

78. Organiser la Première Réunion des Signataires et convenir d'un mécanisme de coordination.

### *Activité 18: Mémoire d'entente sur la conservation des espèces d'oiseaux de prairies migrateurs et de leurs habitats dans la partie australe du continent sud-américain*

## État d'avancement de la mise en œuvre

79. La collecte d'informations sur ce MdE est en cours; elles seront présentées oralement au Comité permanent.

### *Mémoire d'entente sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (MdE Rapaces)<sup>8</sup>*

#### État d'avancement de la mise en œuvre

80. L'Unité de coordination du MdE Rapaces fait partie du Bureau de la CMS à Abou Dhabi qui est financé généreusement par l'Agence pour l'environnement d'Abou Dhabi, au nom du Gouvernement des Émirats arabes unis (EAU). Les principales initiatives et réalisations depuis la COP11 de la CMS comprennent:

- **Deuxième Réunion des Signataires (MOS2)** – Compte tenu de l'énorme soutien fourni par le Gouvernement norvégien, la MOS2 se tiendra du 5 au 8 octobre 2015 à Trondheim, en Norvège. Une page web a été créée en février 2015, complétée ensuite par un processus de pré-enregistrement en ligne pour les participants. Des invitations officielles ont été envoyées début juin 2015 aux 52 Signataires et aux trois partenaires coopérants, ainsi qu'aux 80 États de l'aire de répartition non-Signataires qui sont invités à participer en qualité d'observateurs.
- **Groupe consultatif technique (TAG)** – La deuxième réunion du TAG s'est tenue en mars 2015 à Abou Dhabi. De bons progrès ont été enregistrés et un document de consultation devrait être envoyé aux Signataires en juillet 2015, soulignant les recommandations pour des changements relatifs aux espèces (Annexe 1) et aux sites (Tableau 3) cités dans le texte du MdE. Des noms ont été proposés par les Signataires en avril 2015 pour le TAG qui sera mis sur pied à la MOS2 et travaillera pendant la période intersessions.
- **Groupe spécial sur le faucon sacré** – Résolution 11.18 de la CMS – Le Plan d'action mondial pour le faucon sacré (SakerGAP) a été adopté à la COP11. Le premier projet phare de mise en œuvre a été la création et le développement d'un portail d'information en ligne destiné à encourager les acteurs à s'engager dans le Réseau pour le faucon sacré. Ce portail multilingues vise à instaurer la confiance et à sensibiliser en rassemblant fauconniers, trappeurs, hôpitaux pour les faucons, défenseurs de la nature et chercheurs dans un réseau d'échange d'informations permettant d'estimer les niveaux de capture durables pour les populations de faucon sacré et ce faisant encourager des pratiques

<sup>8</sup> Il s'agit d'un aperçu des activités menées par le Bureau de la CMS à Abou Dhabi concernant le MdE Rapaces, qui ne faisaient pas partie du PdT original

optimales. Le portail facilitera également une collecte exhaustive de données et un système de gestion pour assurer le suivi du commerce du faucon sacré. Le projet est financé en grande partie par l'International Association for Falconry and the Conservation of Birds of Prey (Association internationale de fauconnerie et de conservation des oiseaux de proie, IAF), un partenaire coopérant du MdE Rapaces. Une réunion du groupe directeur du projet a été accueillie par l'Unité de coordination à Abou Dhabi en mars 2015, en marge de la deuxième réunion du TAG et le Portail en ligne sur le faucon a été lancé le 20 avril 2015.

- **Plan d'action sur les voies de migration du vautour percnoptère pour les Balkans et l'Asie centrale** – Organisé conjointement par la Bulgarian Society for the Protection of Birds (BirdLife Bulgaria) et l'Unité de coordination, un atelier international de planification des actions s'est tenu à Sofia, en Bulgarie, du 5 au 8 juillet 2015. Plus de 70 participants de plus de 30 pays ont participé et travaillé en collaboration pour élaborer et peaufiner un projet de plan d'action sur les voies de migration qui sera finalisé pour être publié d'ici à la fin de l'année. Avant la réunion, l'Unité de coordination a commandé une étude réalisée par la Fondation pour la conservation des vautours pour évaluer la mise en œuvre du Plan d'action pour les espèces de l'UE déjà en place; l'étude a été publiée en 2008. Les résultats ont été présentés à l'atelier afin d'assurer que les connaissances, l'expérience et les leçons apprises seront incorporées dans prochain Plan d'action sur les voies de migration.
- **Plan d'action international par espèce pour le Faucon concolore** – Il est urgent de recueillir des informations plus précises et plus détaillées sur le Faucon concolore (*Falco concolor*), en particulier concernant l'état général de sa population et les principales menaces causant son déclin. En avril 2015, un premier projet de Plan d'action a été distribué aux membres du Groupe de travail sur le faucon concolore, mis en place auparavant par l'Unité de coordination. Sous réserve de la disponibilité des ressources, des propositions ont été présentées pour un atelier sur la planification des actions qui pourrait se tenir à Madagascar au printemps 2015.
- **Journée mondiale des oiseaux migrateurs** – Le 11 mai 2015, le Département de l'environnement de la Municipalité de Dubaï a accueilli un Séminaire sur la Journée mondiale des oiseaux migrateurs au Falcon Heritage Center, à Dubaï (Émirats arabes unis). Le thème pour la campagne de 2015 était « l'énergie respectueuse des oiseaux ». Lyle Glowka, Coordonnateur exécutif du Bureau de la CMS à Abou Dhabi, et Nick P. Williams, Chef de l'Unité de coordination, ont fait des exposés lors de cet événement national.
- **Base de données panafricaine sur les rapaces (ARDB)** – Il s'agit d'un projet de science grand public, ambitieux et à but non lucratif qui a déjà collecté plus de 100 000 données sur les oiseaux de proie observés en Afrique. Il vise à encourager les observateurs d'oiseaux, les chercheurs et le public à soumettre leurs observations et leurs informations qui révéleront l'état de conservation des rapaces et de leurs habitats dans toute l'Afrique. Une grande partie du continent n'est pas encore dotée d'une connexion internet fiable de sorte qu'il est nécessaire de disposer d'appareils mobiles comme les smartphones et les tablettes pour saisir des données hors ligne. Un projet précédent parrainé par l'Unité de coordination a mis au point une application androïde de pointe pour la base de données. La collaboration entre Habitat INFO, The Peregrine Fund et l'Unité de coordination devrait porter au lancement d'une application hors ligne similaire pour les appareils Apple sous IOS vers la fin de 2015.
- **Nouveaux Signataires** – Six pays ont signé le MdE Rapaces depuis novembre 2014: République tchèque et Suisse (5 novembre 2014), République arabe syrienne (22 décembre 2014), Liban (28 décembre 2014), Iran (10 mars 2015) et Espagne (4 mai 2015).

**Enjeux**

- Les accords de financement actuels pour le Bureau de la CMS à Abou Dhabi (qui comprend l'Unité de coordination du MdE Rapaces) expirent à la fin de 2015. Des consultations sont en cours pour prolonger de quatre ans l'accord financier avec l'Agence pour l'environnement d'Abou Dhabi, au nom du Gouvernement des Émirats arabes unis.
- Les préparatifs sont déjà bien avancés pour la MOS2 à Trondheim, Norvège en octobre mais des contributions volontaires supplémentaires de la part des Signataires sont nécessaires pour appuyer la participation des délégués des pays admissibles afin d'assurer l'engagement le plus vaste possible et la promotion du MdE Rapaces.
- Le Groupe de travail sur le faucon sacré a reconnu qu'il était nécessaire qu'un Coordonnateur soit choisi et chargé de superviser la mise en œuvre du SakerGAP. L'Unité de coordination a préparé un mandat mais n'a pas à ce jour réussi à attirer l'appui d'un donateur qui financerait ce poste considéré critique pour assurer la mise en œuvre réussie du SakerGAP.
- Mobiliser des ressources en vue d'organiser l'Atelier de planification des actions proposé pour le faucon concolore prévu à Madagascar au début de 2015, demeure aussi un enjeu.

**Prochaines étapes**

- La planification, la préparation et l'accueil de la MOS2 seront une tâche prioritaire dans les mois à venir. De même, les efforts de collecte de fonds se poursuivront afin d'obtenir des fonds supplémentaires pour que les délégués puissent assister à la MOS2, de recruter un Coordonnateur chargé de superviser la mise en œuvre du SakerGAP et de permettre l'accueil d'un atelier de planification des actions qui élaborera un Plan d'action international mono- espèce pour le faucon concolore.
- L'Unité de coordination continuera d'œuvrer activement avec des initiatives de plus grande envergure pilotées par la CMS concernant la prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs, l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs et le Groupe de travail sur les énergies.

**PLANS D'ACTION*****Nouvelle activité<sup>9</sup>: Plan d'action pour le fuligule de Baer***

81. Un Plan d'action international par espèce pour la conservation du Fuligule de Baer a été préparé par le Wildfowl and Wetlands Trust (Fonds pour le gibier sauvage et les zones humides). Ce Plan a ensuite été adopté par le Partenariat pour la voie de migration Asie de l'Est-Australasie (EAAFP) en janvier 2015. Le document a été transmis au Conseil scientifique pour examen et approbation, et sera soumis à la COP12 pour adoption. La Résolution 11.14 relative à un programme de travail sur les oiseaux migrateurs et les voies de migration recommande l'élaboration d'un Plan d'action pour cette espèce, qui vit seulement en Asie et est considérée par l'UICN comme espèce gravement menacée d'extinction.

***Nouvelle activité: Plan d'action pour le courlis de Sibérie***

82. Un Plan d'action pour cette espèce a été recommandé par la Résolution 11.14 relative à un Programme de travail sur les oiseaux migrateurs et les voies de migration. Un Groupe spécial a été créé dans le cadre du Partenariat pour la voie de migration Asie de l'Est – Australasie en vue d'élaborer un Plan d'action sous la houlette de EAAFP. Le Secrétariat de la CMS examine avec le

<sup>9</sup> L'élaboration de plans d'action pour le fuligule de Baer, le courlis de Sibérie et le bruant auréole et l'organisation d'un Symposium scientifique sur la Grande outarde d'Asie n'étaient pas prévues dans le PdT.

président du Groupe de travail la manière dont la CMS et EAAFP peuvent coopérer pour élaborer le Plan, qui devrait être adopté à la COP12 aux Philippines. En mai 2015, l'Australie a publié des avis en matière de conservation et a inclus cette espèce dans la catégorie gravement menacée d'extinction au niveau national. L'espèce est considérée vulnérable par l'UICN.

***Nouvelle activité: Plan d'action pour le bruant auréole***

83. Suite au déclin catastrophique de la population de cette espèce, il est prévu d'élaborer un Plan d'action international. Le Secrétariat de la CMS travaille actuellement avec BirdLife International pour organiser un atelier de planification des actions, sous réserve de la disponibilité des ressources. L'espèce devrait bientôt bénéficier d'une plus grande protection en Chine.

***Nouvelle activité: Grande outarde d'Asie***

**État d'avancement de la mise en œuvre**

84. Suite à l'inscription de cette sous-espèce de la Grande outarde à l'Annexe I à la COP11, il est prévu d'organiser un colloque scientifique en Mongolie, dans un proche avenir, sous réserve de la disponibilité des ressources.

### ***III.3 ESPÈCES TERRESTRES***

***Activité 20: Mise en œuvre des Résolutions***

***Activité 20.1: Résolution 11.13 sur les actions concertées et en coopération***

85. Cette Résolution lance un appel à l'action en faveur des espèces terrestres ci-après qui ne sont pas couvertes par d'autres instruments (voir ci-dessous): Éléphants de forêt et de savane d'Afrique, chien sauvage d'Afrique, guépard, le cobe à oreilles blanches et quatre espèces de chauves-souris d'Afrique.

86. Le long du corridor écologique situé entre l'Éthiopie et le Sud-Soudan et relié au Kenya et à l'Ouganda, il a été possible de cartographier les déplacements des cobes à oreilles blanches, des éléphants et des lechwe du Nil, tous munis d'un collier de repérage par satellite, en collaboration avec Wildlife Conservation Authority (EWCA) et la Wildlife Conservation Society (WCS) grâce à une aide financière de la Norvège. Cela permet d'améliorer la démarcation du Parc national de Gambella et d'autres aspects de la planification spatiale de la conservation dans ce corridor de migration rivalisant avec le Serengeti pour ce qui est du patrimoine écologique. Un atelier est prévu avec pour objet de renforcer la collaboration transfrontalière Éthiopie et Sud-Soudan tout le long du corridor.

87. Selon les fonds et les capacités disponibles, le Secrétariat de la CMS envisage de renforcer la mise en œuvre des stratégies régionales de l'UICN concernant les guépards et les chiens sauvages, ainsi que les plans d'action nationaux connexes et d'appuyer la conservation des chauves-souris d'Afrique cibles en procédant à une évaluation des lacunes et des besoins.

***Activité 20.2: Résolution 11.24 sur l'Initiative pour les mammifères d'Asie centrale (CAMI)<sup>10</sup>***

88. La COP11 a adopté la CAMI par la Résolution 11.24 à l'issue d'un long dialogue avec divers acteurs et après une enquête d'évaluation effectuée en 2014 ainsi que plusieurs réunions régionales dont l'une organisée du 23 au 25 septembre 2014 à Bishkek, au Kirghizistan, pour examiner et finaliser le programme de travail de la CAMI.

89. Le programme de travail de la CAMI est annexé à la Résolution et propose une feuille de route pour une action en faveur de 15 espèces de mammifères cibles dans 14 États de l'aire de répartition, à savoir: Afghanistan, Bhoutan, Chine, Fédération de Russie, Inde, Kazakhstan,

<sup>10</sup> Dans le PdT initial, l'Initiative pour les mammifères d'Asie centrale figurait comme Activité 26.

Kirghizistan, Mongolie, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, République islamique d'Iran, Tadjikistan, et Turkménistan. Des détails des activités hautement prioritaires et des incidences financières minimales pour l'exercice triennal en cours figurent dans le tableau du PdT qui fait partie du présent rapport.

90. Le Secrétariat de la CMS a lancé un appel auprès des Parties leur demandant de nommer des points focaux pour chaque espèce couverte par la CAMI. Il a été demandé aux Parties de proposer des experts ayant déjà démontré leur capacité à mener des activités de recherche et de conservation pour des espèces visées par la CAMI. Le Secrétariat a reçu un taux de réponses satisfaisant et est en train de finaliser la liste des points focaux par espèce. Cela permettra de créer un réseau d'experts qui aidera à la poursuite de la mise en œuvre de la CAMI.

91. Le programme de travail de la CAMI englobe tous les instruments de la CMS et les mécanismes d'intervention visant les grands mammifères dans l'ensemble de l'Asie centrale. Cela comprend les « Lignes directrices: impacts des infrastructures linéaires sur les mammifères d'Asie centrale » (UNEP/CMS/COP11/Doc.23.3.2) adoptées à la COP11 par la Résolution 11.24. Les Parties à la CMS dans la région ont été chargées de transposer ces lignes directrices dans la législation nationale. C'est dans cette optique que le Parlement mongol vient d'adopter des « Normes nationales pour le passage des animaux sauvages » et un atelier ayant pour thème « la prise en compte de mesures respectueuses de la faune sauvage dans la planification et la conception d'infrastructures en Mongolie » aura lieu du 24 au 28 août 2015 à Ulaanbaatar, co-organisé par le Ministère mongol de l'environnement, du développement vert et du tourisme, le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature, construction et de la sécurité nucléaire, l'Office fédéral allemand de protection de la nature, GIZ et la CMS.

#### Activité 20.3: Plan d'action international par espèce pour la conservation de l'Argali (*Ovis ammon*)

##### **État d'avancement de la mise en œuvre**

92. La COP11 a adopté le Plan d'action pour l'Argali et le document final est en cours d'impression grâce au soutien financier du Gouvernement fédéral allemand et de l'Union européenne à travers le Programme régional sur l'utilisation durable des ressources naturelles en Asie centrale de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ).

Il a été demandé aux 11 États de l'aire de répartition de l'Argali de nommer des points focaux en février 2015. À ce jour quatre nominations sont parvenues, les autres sont attendues.

##### **Enjeux**

- Manque de ressources financières pour mettre en œuvre les activités du Plan d'action;
- Identifier les partenaires régionaux et nationaux en mesure de jouer un rôle dans la mise en œuvre du Plan d'action sur le terrain ;
- Assurer un échange régulier de connaissances et d'informations entre les États de l'aire de répartition de l'argali;
- Renforcer le réseau régional de spécialistes de l'argali;
- Appuyer le renforcement des capacités des diverses institutions gouvernementales et non-gouvernementales prenant part à la gestion durable de la faune sauvage dans la région.

##### **Prochaines étapes**

- Tous les États de l'aire de répartition doivent nommer des points focaux nationaux pour l'argali;
- Organiser la réunion de démarrage pour les spécialistes et les praticiens de l'argali (peut-être en 2016, avant ou après une réunion prévue de la CAMI).



Activité 20.4: Résolution 11.32 sur la conservation et la gestion du lion d'Afrique, Panthera leo

93. La Résolution 11.32 a invité notamment les Parties à se consulter au sujet de la conservation du lion et de l'application des décisions et de faire rapport à la 44<sup>ème</sup> Réunion du Comité permanent. Le Secrétariat a envoyé une lettre aux Parties pour leur rappeler ces obligations en avril 2015. Afin de mieux éclairer le débat, le Secrétariat a envoyé aux Parties États de l'aire de répartition du lion d'Afrique un questionnaire élaboré par WildCru en collaboration avec l'université d'Oxford et y a donné suite par des appels téléphoniques individuels aux points focaux. Les premiers résultats de l'analyse du questionnaire seront disponibles pour la 44<sup>ème</sup> Réunion du Comité permanent.

**MÉMORANDUMS D'ENTENTE****Activité 21: Mémoire d'entente concernant la conservation, la restauration et l'utilisation durable de l'Antilope Saïga (Saiga spp.)****État d'avancement de la mise en œuvre**

94. Le Secrétariat de la CMS assure les fonctions de secrétariat pour ce MdE, la coordination technique étant fournie par deux ONG: l'Association pour la conservation de la biodiversité du Kazakhstan (ACBK) et la Saiga Conservation Alliance (SCA).

95. Suite à un appel d'accueil lancé en décembre 2014, le Gouvernement ouzbek a aimablement proposé d'accueillir la Troisième Réunion des Signataires (MOS3) du MdE à Tashkent, Ouzbékistan, les 28 et 29 octobre 2015, qui sera précédée d'un atelier technique de deux jours (26 et 27 octobre 2015). La réunion se penchera entre autres sur les progrès accomplis depuis 2010, adoptera un programme de travail international à moyen terme pour 2016-2020 et étudiera notamment une infrastructure respectueuse de la faune sauvage après l'adoption des Lignes directrices: impacts des infrastructures linéaires sur les mammifères d'Asie centrale (UNEP/CMS/COP11/Doc.23.3.2) à la COP11. En outre, l'atelier et la MOS3 se concentreront sur la lutte contre le commerce illégal de cornes et de viande de saïga, ainsi que sur la santé de la faune sauvage après la récente hécatombe.

96. En mai 2015, durant la période de mise-bas, en l'espace de deux semaines, plus de 134 000 antilopes saïga sont mortes subitement dans la population Betpak-dala dans le Kazakhstan central. Il est probable que ces chiffres totaux concernant la mortalité représentent environ la moitié de la population mondiale. L'une des organisations coopérant avec le MdE, ACBK, était présente sur le terrain et a suivi l'hécatombe depuis le début à la mi-mai. Le Ministère kazakhe de l'agriculture a demandé au Secrétariat de la CMS d'envoyer une mission d'urgence avec des spécialistes de la santé de la faune sauvage le 2 mai 2015 pour aider à recenser et à étudier les causes de l'hécatombe. En une journée, la mission a été organisée et envoyée au Kazakhstan, avec Richard Kock du Royal Veterinary College du Royaume-Uni et Sergei Khomenko de la FAO. Un grand nombre d'organisations, de spécialistes et de donateurs privés ont apporté un soutien pour affronter ce déclin catastrophique. Des fonds sont requis d'urgence pour appuyer les enquêtes en cours et reconstruire ce qui était la population de saïgas la plus nombreuse et la plus saine dans le monde.

97. Divers facteurs environnementaux et spécifiques à la Saïga ont probablement contribué à cette hécatombe. Deux agents pathogènes opportunistes secondaires, *Pasteurella* et *Clostridia*, ont été observés dans toutes les carcasses autopsiées. Toutefois, la recherche des principaux facteurs qui ont déclenché cette mortalité massive se poursuit étant donné que ces bactéries ne sont létales pour un animal que si son système immunitaire est déjà affaibli. À ce jour, les laboratoires au Kazakhstan continue d'analyser des échantillons et d'autres seront envoyés au Royaume-Uni et en Allemagne pour y être analysés. Une analyse complète sera présentée à la MOS3, avec une session spéciale de

l'atelier technique organisé avant la réunion. Cet incident témoigne de la nécessité de revitaliser le Groupe de travail scientifique sur la santé de la faune sauvage établi en 2011 par la FAO et la CMS.

### **Enjeux**

- Assurer un financement durable pour la coordination technique, y compris le suivi du MdE;
- Poursuivre la recherche scientifique sur l'hécatombe des saïgas et déterminer les causes de ces épisodes récurrents de mortalité massive;
- Fournir aux États de l'aire de répartition de l'espèce des orientations concernant les réponses à donner au niveau de la gestion afin de prévenir les épisodes de mortalité massive;
- Modifier les obstacles à la migration existants pour permettre aux troupeaux de saïgas de passer;
- Renforcer les mesures de lutte contre le braconnage et le trafic dans toute l'aire de répartition de l'espèce;
- Reconstruire et renforcer les installations de reproduction en captivité.

### **Prochaines étapes**

- La Troisième Réunion des Signataires du MdE Saïga se tiendra les 28 et 29 octobre à Tashkent, Ouzbékistan, et sera précédée d'un atelier technique prévu les 26 et 27 octobre. La réunion se propose d'examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre du MdE, de réviser et de mettre à jour le Programme de travail international à moyen terme pour l'antilope Saïga en identifiant les actions prioritaires pour la période 2016-2020.

### ***Activité 22: Mémoire d'entente relatif à la conservation et la restauration du cerf de Boukhara (Cervus elaphus bactrianus)***

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

98. Le Secrétariat de la CMS assure les fonctions de secrétariat pour ce MdE.

99. De bons progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre du MdE au Tadjikistan, avec un appui du projet FLERMONECA de l'UE coordonné par la GIZ. Un groupe de travail national a été établi en septembre 2014, qui a évalué l'état de conservation du cerf de Boukhara dans le pays, se rendant sur le terrain dans la Réserve naturelle de Dashtidzhum, la réserve faunique de Pedzhikent et la réserve naturelle de Tigrovaya Balka. Dans cette dernière et dans la réserve faunique de Zerafshan, les populations se sont stabilisées, mais dans l'ensemble l'état de l'espèce est encore défavorable. Le groupe de travail a préparé des recommandations et un projet de plan d'action national pour le Tadjikistan qui doit encore être approuvé par les institutions gouvernementales compétentes. Le plan vise principalement à augmenter les populations, en étroite collaboration avec l'Afghanistan et l'Ouzbékistan.

100. Le MdE bénéficie de l'adoption de l'Initiative pour les mammifères d'Asie centrale (CAMI) en vertu de la Résolution 11.24 et de la présence d'un Coordonnateur en charge de la CAMI au Secrétariat de la CMS, qui aide les Signataires à mettre en œuvre le large éventail de mandats de la CMS. L'activité 2.5 dans le cadre du programme de travail de la CAMI qui a été adopté et joint à la Résolution indique les initiatives en faveur du cerf de Boukhara considérées comme hautement prioritaires, notamment l'élaboration par tous les Signataires de plans d'action nationaux, la mise à jour du modèle de rapport national et la nécessité de convoquer périodiquement des réunions des Signataires.

## Enjeux

- Manque de ressources financières et humaines pour mettre en œuvre les activités prévues par le MdE dans les États de l'aire de répartition
- Identifier les partenaires en mesure de contribuer à la coordination du MdE sur le cerf de Boukhara en Ouzbékistan et en Afghanistan;
- Identifier les partenaires internationaux (par ex, ONG, organismes donateurs), en mesure d'appuyer la mise en œuvre du MdE sur le cerf de Boukhara à travers leurs activités et/ou financièrement;
- Assurer un échange régulier d'informations et de données entre les Signataires du MdE et d'autres États de l'aire de répartition;
- Poursuivre la recherche scientifique sur la population du cerf de Boukhara en Afghanistan.

## Prochaines étapes

- Organiser la Réunion des Signataires du MdE sur le cerf de Boukhara et mettre à jour le Programme de travail international à moyen terme (provisoirement 2016).

### *Activité 23: Mémoire d'Accord concernant les mesures de conservation en faveur des populations ouest-africaines de l'Éléphant d'Afrique (Loxodonta africana)*

#### État d'avancement de la mise en œuvre

101. Le Secrétariat de la CMS assure les fonctions de Secrétariat pour ce MdA.

102. Les moyens de lutte contre le braconnage ont été renforcés dans l'aire transfrontière de l'éléphant Gourma au Burkina Faso et au Mali grâce à la mise en œuvre par la Wild Foundation, des contributions volontaires de Monaco et le soutien de la Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF) au Mali. Le projet a formé 157 jeunes provenant de onze villages en 2014/2015 dans le but de constituer un réseau de surveillance des deux cotés de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso en réponse à l'augmentation des épisodes de braconnage des éléphants. Ce réseau transfrontalier de brigades de vigilance fait maintenant partie intégrante d'un vaste réseau malien d'environ 800 jeunes hommes, couvrant 72 villages sur les 32 000 km<sup>2</sup> de l'aire de répartition des éléphants. Les brigades travaillent de concert avec les autorités et sont maintenant connectées à travers la frontière nationale par un comité transfrontalier. Le projet prévoit également la construction de coupe-feux qui protégeront aussi l'habitat du bétail et des éléphants et ainsi réduiront la compétition.

103. Des représentants locaux et des agents de protection de la faune se sont réunis du 3 au 6 avril 2015 à Mondoro, Mali, et sont convenus de mesures de conservation d'urgence en faveur des éléphants. Ces mesures contribueront à la mise en œuvre du MdA de la CMS pour l'éléphant d'Afrique de l'Ouest, y compris la mise en place officielle d'un nouveau mécanisme transfrontalier pour l'application de ces mesures au niveau des villages. Une réunion de suivi est prévue du côté burkinabé de la frontière, mais les fonds manquent actuellement.

## Enjeux

- Manque de ressources financières et en personnel pour entreprendre les activités prévues par le MdA, notamment les propositions de projet transfrontalier mis au point par les États de l'aire de répartition;
- Identification des dirigeants régionaux parmi les États de l'aire de répartition afin de revitaliser le MdA;

## **Prochaines étapes**

- Aide à la levée de fonds pour des projets contribuant à la mise en œuvre du MdA;
- Mise à jour du Programme de travail international à moyen terme 2012-2014, sous réserve de la disponibilité de fonds.

## **Activité 24: Mémoire d'entente pour la conservation du Huemul des Andes méridionales (Hippocamelus bisulcus)**

### **État d'avancement de la mise en œuvre**

104. Le Secrétariat de la CMS agit en tant que dépositaire du MdE, tandis que les fonctions de secrétariat sont assurées à tour de rôle par les Signataires eux-mêmes (Argentine et Chili). Le Plan d'action binational pour la conservation du Huemul que l'Argentine et le Chili ont signé en 2012 est disponible sur la page web de la CMS sur le Huemul.

105. En février 2015, une délégation de gardiens argentins a visité deux réserves dans la région de Biobío dans le sud du Chili pour un suivi conjoint, renforçant ainsi la coopération transfrontalière comme le prévoit le MdE.

106. En avril 2015, la National Forestry Corporation (CONAF) du Chili a effectué un suivi du Huemul dans la réserve nationale de Ñuble et ses environs pour évaluer entre autres l'impact des incendies de forêt dans cette région en mars 2015. Les résultats de l'enquête font penser qu'il n'y a pas eu d'impact sur la population de Huemul.

107. En Argentine, de nouvelles stratégies de conservation ont été mises au point pour gérer les populations de Huemul dans des sites touchés par les incendies. Un suivi et des activités de recherche sur le Huemul ont été entrepris durant la période de déclaration dans les régions de Neuquén et Chubut, ainsi que dans les parcs nationaux Los Alerces, Los Glaciares, Lago Puelo, Lanín, Nahuel Huapi et Perito Moreno, l'attention portant principalement sur les sites qui ont récemment brûlés. Des protocoles de nécropsie ont été préparés et des caméras-pièges ont été installées. La Direction de la faune et de la flore de Chubut a établi un formulaire de rapport en ligne pour recueillir des informations sur le Huemul. Le registre de données nationales sur le Huemul relevant du Système d'information sur la biodiversité a été étoffé.

108. Un document sur la conservation ex-situ a été rédigé par un Comité technique, comme le prévoit le Plan binational. En Argentine, la 5<sup>ème</sup> Réunion du Comité de gestion du Plan national pour le Huemul a eu lieu durant la période de déclaration. Des fonctionnaires de divers ministères participant à la conservation du Huemul ont été formés par des ateliers et autres moyens de renforcement des capacités. La sensibilisation et l'éducation ont été améliorées dans les écoles et dans un certain nombre de communautés, grâce à une documentation imprimée et à un site web actualisé.

## **Enjeux**

- Aucun n'a été indiqué.

## **Prochaines étapes**

- Renforcer la mise en œuvre du Plan d'action binational, par exemple moyennant l'expansion des aires protégées existantes, le renforcement continu des capacités et des activités d'éducation et de sensibilisation, un meilleur suivi et une meilleure gestion des données, y compris la cartographie spatiales en incluant les espèces exotiques et autres menaces.

### **Activité 27: Plan d'action pour la conservation et la restauration des antilopes sahélo-sahariennes**

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

109. Le Plan d'action de la CMS sur les antilopes sahélo-sahariennes a été mis à jour sous la direction du Groupe de spécialistes des antilopes de l'UICN grâce à une aide financière du Fonds pour le renforcement de la conservation du Fish & Wildlife Service des États-Unis. Il comprend deux parties: rapports sur l'état de conservation des espèces cibles et actions spécifiques à la population adoptées par les États de l'aire de répartition. Les actions de l'ancien Plan d'action ont été adoptées en 1998 par les 14 États de l'aire de répartition, les rapports sur l'état des espèces ont été mis à jour en 2006. La 15<sup>ème</sup> réunion du Groupe d'intérêt sahélo-saharien (29 avril–1er mai 2015, Abou Dhabi, EAU) a examiné la structure du document mis à jour et a recommandé d'ajouter au Plan d'action le mouflon à manchettes (*Ammotragus lervia*; Annexe II) comme demandé par l'Algérie et la Tunisie, puis la gazelle à front roux (*Eudorcas rufifrons*), qui a été ajoutée à l'Annexe I de la CMS par la COP11. Le projet de Plan d'action mis à jour fait actuellement l'objet d'un examen technique.

#### **Enjeux**

- Manque de ressources financières pour entreprendre les activités du Plan d'action et organiser une réunion des États de l'aire de répartition;
- La menace à la sécurité dans de vastes zones du Sahara et du Sahel rendant plus difficile la gestion de la faune sauvage et les opérations anti-braconnage;
- Le développement pétrolier et gazier menace les habitats critiques au Niger et causent déjà des dérangements importants.

#### **Prochaines étapes**

- Réintroduction de l'oryx à cornes en forme de cimenterre au Tchad en automne 2015 grâce à une étroite collaboration à long terme entre de nombreux partenaires, États de l'aire de répartition et donateurs;
- Réunion des États de l'aire de répartition en 2016-2017, sous réserve de la disponibilité de fonds.

## **III.4 SERVICES CONSULTATIFS SCIENTIFIQUES**

### **Activité 28: Mise en œuvre des Résolutions**

#### **Activité 28.1: Res. 11.25 Réseaux écologiques<sup>11</sup>**

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

110. La COP11 a adopté des mesures et des recommandations de vaste portée afin de renforcer les réseaux écologiques et la connectivité par la Résolution 11.25, sur la base de la Résolution 10.3 adoptée en 2011.

111. Une activité spécifique prévue par la Résolution 11.1 consiste à stimuler la mise en œuvre de la Résolution sur les réseaux écologiques, en particulier en Afrique moyennant la planification d'un programme en 2015 et une réunion de démarrage en 2016. À cet égard, le Secrétariat a mis au point un descriptif de projet qui prévoit comme première étape d'effectuer une évaluation de l'état des corridors de migration clés pour les grands mammifères en Afrique en vue d'identifier les facteurs qui limitent le succès de la conservation et enfin d'établir les priorités pour des actions de

<sup>11</sup> Cette activité figurait comme Activité 34 dans le PdT original.

conservation (espèces, habitats). L'analyse viserait également à faire mieux connaître les efforts en cours et mieux comprendre où et comment la CMS peut apporter une valeur ajoutée comme cadre juridique. Afin d'assurer une validation solide de l'évaluation ainsi que l'engagement des divers acteurs, la collecte et la préparation des données se feront dans un contexte participatif et consultatif. Une phase d'examen est prévue pour donner à tous les acteurs (par ex. groupes de spécialistes des espèces de l'UICN, ONG) l'occasion d'améliorer encore et de commenter l'évaluation, qui devrait se conclure par un atelier d'experts chargé de revoir et de finaliser le document, d'identifier les activités prioritaires pour les projets pilote et de recommander des dispositions pour la coordination afin d'assurer une mise en œuvre durable. Des activités dynamiques de collecte de fonds ont été entreprises afin d'obtenir les ressources qui permettront de mener les activités précitées. Au moment de la rédaction du présent document, quelques réponses étaient parvenues de donateurs potentiels, mais les fonds n'étaient pas encore arrivés.

112. Parmi les instruments de la famille CMS, de nombreuses activités ont été menées visant à mieux comprendre les mouvements des espèces inscrites à la CMS, principalement grâce à la pose de colliers de repérage à distance, par exemple en Éthiopie et au Sud-Soudan pour le cobe à oreilles blanches, au Kazakhstan pour les antilopes saïga et pour les rapaces à travers la base de données panafricaine sur les rapaces (ARDB), projet de science grand public à but non lucratif qui contient plus de 100 000 entrées sur les oiseaux de proie observés en Afrique.

113. Une contribution importante à la mise en œuvre de la Résolution 11.25 devrait venir d'un atelier technique sur la connectivité devant se tenir du 28 au 30 septembre 2015 dans la région de la Vénétie en Italie, grâce à l'organisation et à la collecte de fonds par le Président du Conseil scientifique en étroite coopération avec le Parc régional du delta du Pô en Vénétie et l'UNESCO. L'état d'avancement de cette initiative est décrit avec de plus amples détails sous l'activité « *faciliter les travaux du Conseil scientifique* ».

114. À l'invitation du Gouvernement des EAU, des spécialistes des questions marines de 15 pays du Nord-Ouest de l'océan Indien ont participé à un atelier régional sur la description des zones marines répondant aux critères des ZIEB de la Convention sur la diversité biologique (CDB). L'atelier a été hébergé par le Ministère de l'environnement et des eaux, et organisé par le Secrétariat de la CDB avec l'appui du Bureau de la CMS à Abou Dhabi. Le Bureau a fait appel à des réseaux d'experts de la CMS pour les mammifères marins, les tortues marines, les requins et les oiseaux d'eau, leurs contributions venant enrichir la réunion ; en outre, avec des fonds de la Commission baleinière internationale, il a facilité la participation du Conseiller nommé par la CMS pour les mammifères aquatiques. Douze des pays participants étaient des Parties à la CMS et/ou des signataires d'un ou de plusieurs accords de la CMS. Trente et une zones marines ont été décrites comme répondant aux critères des ZIEB. Les espèces migratrices étaient en forte corrélation avec 30 des 31 zones décrites. La plupart des propositions concernaient des zones marines situées dans des eaux nationales, mais les propositions comprenaient aussi des zones transfrontalières situées hors des limites des juridictions nationales.

115. Le Secrétariat a contribué au document de stratégie intitulée « *Larger than elephant, inputs for an EU strategic approach to wildlife conservation in Africa* » (Contributions à une approche stratégique de l'UE en faveur de la conservation de la faune sauvage en Afrique) rédigé par la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DG/DEVCO) de la Commission européenne, appuyant des éléments stratégiques pertinents comme l'utilisation et la promotion de paysages se prêtant à la conservation, des zones de conservation transfrontière et des sites individuels de valeur immense pour la conservation, et encourageant à se pencher sur la connectivité des sites critiques, corridors, terres à gestion communautaire ainsi que le tissu plus vaste des paysages dans lesquels ils se situent et les processus écologiques qui les relient.

**Enjeux**

116. Au moment de la rédaction du présent document, les chances sont bonnes d'obtenir des fonds, au moins pour faire démarrer les activités prévues en Afrique, mais le financement n'a pas encore été confirmé et l'activité est actuellement en suspens.

**Prochaines étapes**

117. Les efforts visant à collecter des fonds pour la préparation de l'évaluation de l'état des corridors de migration en Afrique se poursuivront. L'évaluation sera sous-traitée dès que des ressources seront disponibles.

Activité 28.2: Rés. 11.27 Énergies renouvelables**État d'avancement de la mise en œuvre**

118. La Résolution 11.27 charge le Secrétariat de convoquer un Groupe de travail multi-acteurs sur la conciliation de certains développements du secteur de l'énergie avec la conservation des espèces migratrices (le Groupe de travail sur les énergies). Comme première mesure pour établir le GT, le Secrétariat, en consultation avec les divers acteurs, a travaillé sur la définition des éléments d'un programme de travail pour le groupe de travail couvrant la période triennale 2015-2017, ainsi que les activités pour un coordonnateur du GT chargé de faciliter la mise en œuvre de ce programme. Grâce à une contribution volontaire généreuse du Gouvernement allemand, des ressources sont disponibles pour la coordination du fonctionnement de base du GT pour la période triennale 2015-2017. Dans le but d'obtenir des avis sur les membres potentiels du GT, le Secrétariat a mis sur pied un petit groupe consultatif composé de représentants du Secrétariat de l'AEWA, du Conseil scientifique de la CMS, du Comité technique de l'AEWA, de BMUB et de BirdLife International. Au moment de la rédaction du présent document, une réunion du groupe consultatif est prévue.

119. Des contacts étroits ont été maintenus entre les Secrétariats de la CMS et de l'AEWA et l'IRENA sur la poursuite de l'élaboration des lignes directrices. Toutefois, cette activité ne devrait démarrer en grande partie qu'après la MOP6 de l'AEWA.

**Enjeux**

120. Dans un GT multi-acteurs comme celui qui est envisagé, dans lequel des intérêts très divers et potentiellement conflictuels seront probablement représentés, le succès de l'initiative dépendra essentiellement de la sélection judicieuse de ses premiers membres. Le Secrétariat a donc décidé d'engager des consultations et de demander l'avis de partenaires et d'acteurs clés pour cette étape décisive.

**Prochaines étapes**

121. L'on s'attend à ce que le GT soit établi et opérationnel au dernier trimestre de 2015, une réunion de démarrage étant prévue soit à la fin de 2015 soit au premier trimestre 2016.

Activité 28.3: Résolution 11.31: Combattre les délits et fautes contre la faune sauvage à l'intérieur et au-delà des frontières

122. Dans le cadre de ses instruments spécialisés, tels que l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), l'Accord Gorilla, les MdE sur les éléphants, les antilopes saïgas, les requins, les rapaces et les tortues marines de l'IOSEA (voir les sections pertinentes dans le présent rapport) et le Programme de travail conjoint CITES-CMS 2015-2020, la famille CMS s'occupe activement des délits contre la faune sauvage, en particulier du braconnage et du commerce au niveau national. Une fiche d'information sur les délits contre la faune sauvage a été préparée et la Direction de la CMS a mis en lumière cette question en de nombreuses occasions, y

compris lors de récentes réunions du Partenariat de collaboration sur la gestion de la faune sauvage (CPW) et de la 39<sup>ème</sup> session du Comité du patrimoine mondial (28 juin – 8 juillet 2015, Bonn, Allemagne).

### ***Activité 29: Faciliter les travaux du Conseil scientifique***

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

123. Les travaux ont porté en grande partie sur la mise en œuvre des dispositions de la Résolution 11.4, en particulier l'élaboration de termes de référence pour le Conseil scientifique et la création d'un Comité de session. Ceux-ci font l'objet d'un document spécial (UNEP/CMS/StC44/14) qui contient plus de détails.

124. Le Secrétariat a aidé le président du Conseil scientifique à organiser un atelier sur la connectivité ; il a contribué notamment à établir la liste des invités et le programme de l'atelier. Celui-ci devrait avoir lieu à Venise les 28-30 septembre et est convoqué en coopération avec le Parc régional du delta du Pô de la Vénétie et l'UNESCO. Plus de détails seront donnés dans le rapport du président du Conseil scientifique à la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent.

#### **Enjeux**

125. L'absence d'un Comité de session nommé a retardé la planification des activités du Conseil scientifique pour la période triennale 2015-2017. Toutefois, l'exercice triennal en cours constitue une phase de transition vers le nouveau mode de fonctionnement du Conseil scientifique prévu par la Résolution 11.4, et le cadre et les procédures organisationnels récemment mis en place devraient devenir pleinement opérationnels dès la COP12.

#### **Prochaines étapes**

126. Il est prévu de convoquer une première réunion du Comité de session dès que possible après sa nomination par la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent, très probablement au premier trimestre de 2016.

### ***Activité 30: Coordonner les préparatifs du rapport d'examen sur l'état de conservation des espèces inscrites aux Annexes de la CMS***

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

127. Le Secrétariat a noué des liens avec diverses organisations qui pourraient contribuer à cette initiative, dont le PNUE-WCMC, la Commission pour la survie des espèces de l'UICN, BirdLife International. Un atelier d'orientation, visant à identifier des options et à définir des termes de référence est au stade de la planification; il sera convoqué lorsque des ressources seront disponibles. Les liens de ce rapport avec l'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique pour les espèces migratrices sont également étudiés.

#### **Enjeux**

128. À ce jour, les efforts déployés pour trouver des ressources qui permettront de financer la production du rapport ont été vains. Le Secrétariat entend mettre au point un descriptif de projet, en consultation avec des partenaires potentiels, présentant de nouvelles options chiffrées pour le rapport, à utiliser pour les prochaines activités de collecte de fonds, activités auxquelles les partenaires potentiels seront encouragés à participer.



**Prochaines étapes**

129. Poursuivre les préparatifs et les efforts de collecte de fonds en vue de la convocation de l'atelier d'orientation susmentionné.

**Activité 31: Coordonner la mise en œuvre du Programme de petites subventions****État d'avancement de la mise en œuvre**

130. Depuis la COP11, des plans de travail ont été finalisés et des contrats ont été signés avec les organismes d'exécution pour quatre projets retenus pour bénéficier d'une aide durant le cycle de 2014 du programme. Les premiers paiements ont été faits et la mise en œuvre du projet fait l'objet d'un suivi. Actuellement, aucun appel à propositions de projets n'a été lancé compte tenu de l'absence de contributions volontaires à l'appui du programme.

**Enjeux**

131. Le programme exige des ressources importantes pour être efficace. Néanmoins, l'identification de ces ressources à travers des contributions volontaires s'avère difficile. Une généreuse contribution volontaire de 300 000 USD du PNUE a permis de soutenir le programme pendant la période triennale 2012-2014, et des contributions du même ordre de grandeur seraient nécessaires pour l'exercice triennal en cours afin que le programme ait un impact et que soit justifiée la quantité d'efforts demandés à tous les acteurs pour qu'il continue à fonctionner dans sa forme actuelle.

**Prochaines étapes**

- Continuer de suivre les projets en cours jusqu'à leur achèvement
- Envisager d'autres formules que le cadre organisationnel actuel du programme

**Activité 32: Élaboration d'un atlas des migrations animales****État d'avancement de la mise en œuvre**

132. Il s'agit d'une initiative ambitieuse qui, si elle décolle, devrait se poursuivre également durant le prochain exercice triennal. Durant l'exercice en cours, le PdT prévoit de commencer par les oiseaux migrateurs de la région Afrique-Eurasie. Le Secrétariat est en liaison avec le Président du Conseil scientifique et d'autres acteurs afin d'apporter un soutien à cette initiative et d'élaborer des termes de référence ainsi qu'un descriptif de projet détaillé. Une session sera consacrée à cette initiative durant l'atelier du Conseil scientifique sur la connectivité.

**Enjeux**

- Il s'agit d'une initiative ambitieuse dans laquelle la Convention peut jouer un rôle catalyseur. Un enjeu important sera d'apporter un soutien et une participation à l'initiative en s'adressant aux communautés de chercheurs et de spécialistes de la conservation pour un large éventail de taxons. À cet égard, le Conseil scientifique pourrait jouer un rôle crucial en atteignant ces communautés.
- Même en supposant que l'initiative sera mise en œuvre moyennant des modules, les ressources nécessaires devraient être très importantes et dépasseront probablement les possibilités des donateurs traditionnels de la Convention. Il faudra donc probablement recourir à d'autres types de programmes de donateurs/financement.

### **Prochaines étapes**

- Perfectionner et finaliser un descriptif de projet et des termes de référence pour l'initiative
- Poursuivre les efforts pour apporter un soutien à l'initiative en s'adressant aux communautés de chercheurs et de spécialistes de la conservation
- Rechercher des fonds auprès de donateurs potentiels

### ***Activité 33: Faciliter la mise en œuvre du Programme de travail sur le changement climatique et préparer un rapport d'activité pour la COP12***

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

133. Des travaux préparatoires pour la convocation d'une réunion du Groupe de travail sur le changement climatique établi au sein du Conseil scientifique ont été entrepris en consultation entre le Secrétariat et le Conseiller nommé par la COP pour le changement climatique. Des débats ont commencé en vue d'identifier une collaboration possible avec des partenaires potentiels tels que la Convention de Berne et le Groupe de spécialistes des changements climatiques de l'UICN.

#### **Enjeux**

134. Les efforts déployés afin d'obtenir des ressources pour organiser la réunion du Groupe de travail sur le changement climatique n'ont pas abouti jusqu'à présent. La convocation d'une réunion physique du Groupe de travail reste certes l'option préférée pour élaborer un plan de travail pour l'exercice triennal et démarrer des actions, toutefois d'autres options sont à l'étude.

### **Prochaines étapes**

- Poursuivre les efforts de collecte de fonds pour organiser la réunion du Groupe de travail sur le changement climatique
- Maintenir les contacts avec les partenaires potentiels pour identifier les synergies et les collaborations

## **IV MOBILISATION DES RESSOURCES ET AFFAIRES INTER-AGENCES**

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

135. Des progrès significatifs ont été enregistrés en ce qui concerne tant la collecte de fonds pour la mise en œuvre des activités prioritaires pour 2015 que le renforcement de la collaboration avec les AME, les OIG et la société civile. Les premiers jalons sont posés en vue de la participation au processus FEM. On trouvera des détails dans les rapports séparés: UNEP/CMS/StC44/10.4 « Mobilisation des ressources » et UNEP/CMS/StC44/18 « Synergies et partenariats » respectivement.

#### **Enjeux**

- Malheureusement aucun pas en avant n'a été fait pour renforcer la présence de la CMS dans les régions Afrique, Pacifique et Amérique latine. L'établissement de coordonnateurs régionaux dans ces trois régions a été inclus dans la liste des priorités de financement envoyée à toutes les Parties en avril 2015. Aucun financement n'a été obtenu jusqu'ici.
- Les Ambassadeurs de la CMS ont participé à la promotion de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs (mai 2015) et ont volontiers fait des déclarations en faveur de la campagne. Le Secrétariat n'a pas eu l'occasion de travailler sur l'expansion du programme.

## Prochaines étapes

- Continuer d'identifier des possibilités de financement et de maintenir des contacts avec les donateurs potentiels;
- Continuer de renforcer les collaborations déjà en place et d'en nouer de nouvelles de nature stratégique;
- Étudier de nouveaux moyens d'établir les coordonnateurs régionaux susmentionnés;
- Réaménager et étoffer le programme des Ambassadeurs de la CMS à l'appui de la mise en œuvre de la Convention.

## V INFORMATION, COMMUNICATION ET SENSIBILISATION

### État d'avancement de la mise en œuvre

136. Comme premier pas pour élaborer une stratégie de communication pour l'ensemble de la famille CMS, un consultant a été engagé, chargé de préparer des stratégies de communication parfaitement alignées pour la CMS et l'AEWA. Quand les ressources le permettront, des ateliers seront organisés pour aider à l'élaboration de la stratégie de communication et des plans d'action pour la communication sur des thèmes spécifiques. De même, un projet pour la création d'une marque commune pour la famille CMS commencera lorsque des fonds seront disponibles.

137. En tant que projet pilote devant examiner la possibilité de renforcer la collaboration et les synergies au sein de la famille CMS, une Unité commune chargée de la communication, de la gestion de l'information et de la sensibilisation a été mise en place en janvier 2014 pour servir la CMS et l'AEWA. L'Unité commune a supervisé la Journée mondiale des oiseaux migrateurs de cette année, pour laquelle le site web a été rénové et des contributions ont été reçues pour la Journée mondiale de l'environnement, la Journée mondiale de la vie sauvage et autres campagnes similaires de sensibilisation du public. Un certain nombre d'éditoriaux ont été rédigés et publiés dans divers médias. Des communiqués de presse ont été préparés, des interviews organisées pour plusieurs réunions et événements. Des informations ont été fournies aux médias et via le site web après l'épisode de mortalité massive au cours duquel 134 000 antilopes saïga sont mortes au Kazakhstan en mai 2015, événement qui a suscité un intérêt sans précédent parmi les médias dans le monde.

138. L'Unité commune a contribué à la conception, à la mise en forme et à la rédaction de plusieurs publications internes, y compris des fiches d'information et de la documentation technique. En 2015, l'Unité privilégie fortement l'assistance aux efforts de communication vers la MOP6 de l'AEWA qui devrait avoir lieu en novembre 2015. Le site web de la famille CMS lancé en mars 2014 continue d'être mis à jour par les capacités internes et l'Unité commune participe également au comité directeur de plusieurs initiatives liées à la gestion de l'information, par exemple l'Initiative de gestion de l'information et des connaissances sur les AME et un projet financé par l'UE visant à renforcer davantage le Système de rapport en ligne pour les AME.

### Enjeux

- Obtenir un financement pour 1.) assurer une maintenance technique de base et le développement futur du site web de la famille CMS, 2.) organiser un atelier pour développer la stratégie de communication et 3.) entreprendre un projet d'image de marque pour la famille CMS
- Finaliser le recrutement du candidat au poste P-2 à temps partiel chargé de superviser le site web tel qu'approuvé par la COP11 mais qui est encore en suspens. Il a été fait appel à un consultant à court terme pour combler ce vide.

## Prochaines étapes

- Continuer à élaborer des stratégies de communication
- Continuer à améliorer le site web de la famille CMS et d'autres outils en ligne tels que le Système de rapport national en ligne (faciliter l'utilisation du site)
- Évaluer l'efficacité de l'Unité commune chargée de la communication et les possibilités d'étendre ultérieurement la coopération inter-Secrétariat dans le domaine de la communication, de la gestion de l'information et de la sensibilisation
- Concevoir une stratégie visant à améliorer la gestion à long terme de la campagne pour la Journée mondiale des oiseaux migrateurs et des moyens d'appuyer la mise en œuvre de la Résolution de la COP11 concernant l'obtention du statut officiel ONU pour cette Journée mondiale à travers l'Assemblée générale des Nations Unies

## VI RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

### *Activité 1: Renforcement des capacités*

#### **État d'avancement de la mise en œuvre**

139. Le renforcement des capacités est au cœur du mandat de la CMS. Cette exigence est essentielle dans la mesure où elle garantit que les espèces migratrices sont adéquatement protégées à travers le globe et que des mesures de conservation sont appliquées à long terme. On répondra donc aux besoins de renforcement des capacités en encourageant les outils complets tels que le Manuel de la Famille CMS. Le manuel a été présenté et évalué au cours d'ateliers et a donné de bons résultats. Il ressort des commentaires fournis par les ateliers qui ont précédé la COP11 qu'il s'agit d'un outil très utile. Afin d'étendre encore son utilisation, il conviendrait d'envisager sa traduction en portugais et en arabe. Actuellement, il est disponible en anglais, français, espagnol et russe.

140. Il faut suivre les progrès et les faiblesses des pays en organisant périodiquement des ateliers dans les régions qui ont le plus besoin d'assistance. Les fonds proviennent de la Phase II du Projet ACP relatif aux AME, qui met l'accent sur l'Afrique, le Pacifique et les Caraïbes ainsi que sur les synergies entre les AME. Les rapports de la série d'ateliers détermineront si les régions et les capacités institutionnelles deviennent plus fortes. Ils renseigneront également sur ce qui est nécessaire et sur ce qui peut être offert en retour, ce qui permettra de peaufiner la stratégie de renforcement des capacités. Après avoir mis en place de bonnes capacités, par exemple par la formation des formateurs, il faudra encourager le partage des connaissances acquises.

141. Les SPANB sont considérés comme le meilleur outil dans une approche écosystémique à la fois de la biodiversité et de la gestion de la conservation. L'intégration dans les SPANB peut souvent être considérée comme non seulement importante pour la conservation des espèces migratrices mais aussi pour la biodiversité et la durabilité en général au niveau des pays. En outre, les SPANB sont encouragés à tenir compte des menaces directes, telles que le changement climatique, la pollution, l'abattage illégal et les espèces envahissantes qui peuvent souvent avoir un effet plus prononcé sur les espèces migratrices. L'une des priorités du Secrétariat est de contribuer et, le cas échéant, de participer au processus des SPANB. En même temps, durant l'atelier sur le renforcement des capacités, les participants sont appelés à en faire autant et sont mis au courant des lignes directrices de la CMS sur la façon d'intégrer les espèces migratrices dans les SPANB.

### *Activité 2: Réunions régionales*

142. Les régions qui étaient auparavant faiblement représentées dans les réunions de négociation seront plus fortes si on les prépare soigneusement pour la COP12 et si on encourage les alliances

régionales. Comme souvent prouvé dans le passé, préparer soigneusement les régions qui étaient auparavant sous-représentées dans la prise de décisions concernant les questions abordées par la CMS a un effet positif important sur la participation active aux Conférences des Parties. Cela devrait être maintenu et amplifié dans l'avenir. Le Projet « Défis et bien publics mondiaux » (GPGC) parrainé par la Commission européenne appuie cette activité de renforcement des capacités pour les régions Afrique, Amérique latine et Pacifique.

### **Activité 3: Recrutement de nouvelles Parties**

143. Le recrutement de nouvelles Parties et l'assistance au processus de ratification renforceront les capacités régionales et fourniront une analyse des lacunes au chapitre des besoins sur le chemin vers l'adhésion et au-delà. Aujourd'hui, la carte des Parties à la CMS est déséquilibrée. Alors que des régions comme l'Europe, l'Afrique et l'Amérique du Sud sont bien représentées, des lacunes importantes subsistent en Amérique du Nord et en Amérique centrale, dans les Caraïbes, en Asie et dans le Pacifique. Actuellement, des recrutements sont prévus en 2015 et 2016 pour l'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique dans le cadre du projet « Bien publics mondiaux et défis » (GPGC) et un pour les Caraïbes dans le cadre de la Phase II du projet ACP relatif aux AME. Comblent ces lacunes signifiera établir une représentation plus égale des intérêts pour la conservation et couvrira un corridor de protection plus vaste des voies de migration. Par ailleurs, ces recrutements sont une bonne occasion de mettre en lumière les nombreux avantages offerts par la CMS en matière de conservation, assurant du même coup un plus grand rayonnement de la CMS sur la scène Internationale. En outre, conduire des réunions en face-à-face est un moyen efficace de recueillir des informations sur les obstacles et les défis spécifiques aux pays ainsi que des connaissances récentes sur l'état du processus d'adhésion pour chaque non-Partie participante. Un suivi régulier et dirigé avec des points de contact nationaux prévus à cette fin est la clé du succès de cette opération. Pour compléter les ateliers, un document d'appui destiné aux non-Parties contenant des avis juridiques pour l'adhésion pourrait être élaboré.

### **Enjeux**

144. Bien que des fonds pour la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités aient été obtenus pour cette période triennale par le biais de la Commission européenne (Phase III ACP et GPGC), l'insuffisance des ressources humaines disponibles pourrait affecter la mise en place de ces activités.

### **Prochaines étapes**

- Chercher des possibilités et des moyens d'augmenter les ressources humaines indispensables pour mettre en œuvre les activités susmentionnées
- Identifier les besoins de renforcement des capacités des pays en ce qui concerne la conservation des espèces
- Continuer de promouvoir l'intégration des espèces migratrices dans les SPANB

## **VII PRESTATION DE SERVICES POUR LES ORGANES DIRECTEURS ET AUTRES RÉUNIONS DE LA CMS**

145. Durant la deuxième moitié de 2013, le Groupe des services de conférence (CST) a été instauré. En regroupant les secrétaires qui travaillaient à l'époque par exemple, l'administrateur chargé du développement et du service des Accords, le conseiller expert scientifique et l'administratrice des

liaisons inter-agences, un nouveau groupe a été créé. Cette réorganisation a conduit à un changement dans la façon dont le Secrétariat gère son travail s'agissant de la préparation des réunions, qui est sa tâche principale. Outre son appartenance à ce Groupe, chaque membre est aussi un point focal pour l'une des équipes par espèce ou le conseiller expert scientifique. En cette qualité, ils font office de secrétaire pour ce Groupe. Celui-ci est actuellement très petit et se compose d'un assistant aux services de conférence à plein temps, trois assistants du Groupe à temps partiel et un rédacteur de rapport/correcteur d'épreuves en anglais à plein temps. Le Groupe travaille en étroite collaboration avec l'Unité administrative et de gestion des fonds (AFMU) de la CMS, par exemple pour la sous-traitance de certains services et l'organisation des voyages pour les délégués pris en charge. L'idéal serait qu'un administrateur des services de conférence dirige ce Groupe mais actuellement ce poste n'existe pas. Le Secrétaire exécutif adjoint remplit ce rôle par intérim. Les ressources humaines constituant ce Groupe étant limitées, une bonne planification et une organisation efficace sont essentielles pour que le Groupe puisse assurer les services qui lui sont demandés.

#### ***Activité 1: La 12<sup>ème</sup> Réunion de la Conférence des Parties***

146. Au début de 2015, des contacts ont été établis avec le Gouvernement des Philippines qui accueillera la COP12. Il est clair que l'hôte a déjà pris des mesures pour établir un Comité chargé de l'organisation de la COP12, notamment pour trouver un lieu de réunion adéquat à Manille. Le Secrétariat devrait effectuer une visite officielle au début d'octobre 2015 pour rencontrer les autorités, le Comité et visiter le lieu proposé.

#### ***Activité 2: Comité permanent***

147. Depuis la COP11, le Secrétaire exécutif entretient des contacts réguliers avec le Président du Comité permanent pour le tenir au courant des nouveaux faits importants. Comme de coutume tout le personnel a contribué à divers degrés à la rédaction des documents de fond pour la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent. Le Groupe des services de conférence s'est chargé des arrangements logistiques pour la réunion et de la production des documents.

#### ***Activité 3: Conseil scientifique***

148. À intervalles réguliers, le Conseiller expert scientifique ainsi que le Secrétaire exécutif ont été en contact avec le Président du Conseil scientifique. Une réunion du nouveau Comité de session du Conseil scientifique est prévue en 2016.

#### ***Activité 4: Servir et organiser d'autres réunions de la CMS***

149. Le CST a fourni des services et a organisé d'autres réunions de la CMS. Ces réunions, principalement des réunions des Signataires de MdE et/ou des ateliers, ont été décrites au début du présent document par l'Équipe responsable de la tenue de ces réunions.

#### ***Nouvelle activité: la retraite de la famille CMS***

150. Afin de renforcer la coopération au sein du Secrétariat de la CMS et entre les différentes entités de la famille CMS, une retraite a été organisée du 23 au 25 juin 2015 dans les environs de Bonn. Y ont participé tous les membres du personnel de l'AEWA, d'EUROBATS et de la CMS (y compris le Bureau de la CMS à Abou Dhabi) et les Secrétaires exécutifs de l'ACAP et de l'Accord sur la conservation des phoques de la mer des Wadden qui est géré par le Secrétariat commun de la mer des Wadden. Durant cette retraite, les collègues s'occupant des espèces aviaires ou aquatiques ont examiné des moyens de renforcer la coopération entre eux ainsi que le partage de l'information. En outre, quelques propositions concrètes ont été avancées pour améliorer le processus de

planification et l'organisation du travail. Un groupe de travail a été établi, composé de représentants de l'AEWA, d'EUROBATS et du Secrétariat de la CMS pour élaborer plus avant certaines des propositions qui seront soumises dans les mois à venir.

### **Enjeux**

151. Le Secrétariat est chargé d'organiser plusieurs réunions des organes directeurs, les réunions des Signataires des MdE, des ateliers, etc. Fournir tous les services qui lui sont demandés est un enjeu pour le petit Groupe des services de conférence.

### **Prochaines étapes**

- Étudier les possibilités et les moyens d'augmenter les ressources humaines du Groupe des services de conférence
- Continuer d'améliorer le processus de planification et l'organisation du travail pour les réunions et les événements.

I. DIRECTION EXÉCUTIVE ET ADMINISTRATION

	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
1	Assurer la direction générale du Secrétariat, y compris par le biais de réunions périodique des administrateurs	Principal						Amélioration de la planification et de l'organisation du travail	D'autres améliorations sont nécessaires et sont une priorité pour l'Administration.	
2	Superviser la gestion administrative et financière du Secrétariat	Principal						Passage de IMIS à Umoja	Se familiariser avec le nouveau système « Umoja » et s'en servir a pris et prend beaucoup de temps au personnel	
3	Représenter la CMS et/ou la famille CMS; sensibiliser, accroître la visibilité, etc.	Principal						La CMS a été représentée à plusieurs réunions, tant externes qu'internes (ONU, PNUE).	On trouvera un aperçu des réunions auxquelles la CMS a participé dans la première partie du présent rapport.	
4	Analyse indépendante des synergies dans la famille CMS	Principal	50 000	50 000					Le Consultant présentera le projet de rapport d'ici au 7 septembre 2015.	
5	<b>Rés. 11.6 Examen des décisions</b> · Examen des résolutions et recommandations et élaboration de propositions sur celles qui devraient être retirées	Élevé							Reporté en 2016  Un financement pourrait s'avérer nécessaire en 2016	
6	<b>Rés. 11.7 Processus d'examen de la mise en œuvre</b> · Élaboration d'un mandat pour un Groupe de travail à soumettre à l'examen de la 44ème réunion du Comité permanent	Élevé							Reporté en 2016  Un financement pourrait s'avérer nécessaire en 2016	
	<b>Total</b>		<b>50 000</b>	<b>50 000</b>						

...Activités supplémentaires fruit de résolutions et de décisions de la COP

**VERT** correspond à une obtention des résultats de **80% à 100%**. La mise en œuvre a démarré et est alignée sur le plan

**JAUNE** correspond à une obtention des résultats de **50% à 79%**. Les écarts mineurs par rapport au plan sont identifiés et des mesures correctives sont prises. Les mesures correctives seront détaillées dans le rapport

**ROUGE** correspond à une obtention des résultats de **0% to 49%**. La mise en œuvre n'a pas démarré et est très éloignée du plan. Des mesures correctives sont prises et détaillées dans le rapport



II. PLAN STRATÉGIQUE

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
1	Groupe de travail sur le Plan stratégique	Élevé	30 000	15 000	3 000	12 000	Allemagne		SPIWG établi; 1 réunion du Groupe de travail sur le Plan stratégique convoquée en 2015	Réunion du SPIWG tenue en marge de la 44ème Réunion du Comité permanent
2	Poursuite de l'élaboration du Plan stratégique (Indicateurs, Guide d'accompagnement)	Élevé	25 000			25 000	Allemagne		Quelques ressources ont été obtenues pour faire avancer l'élaboration des indicateurs et du Guide d'accompagnement en recourant aux services de consultants. Un mandat est en cours d'élaboration en consultation avec le SPIWG en vue d'offrir un engagement.	Cette activité devrait couvrir tout l'exercice triennal
3	Examen des modifications du modèle de rapport national concernant l'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique et des indicateurs	Élevé	10 000						Aucun progrès significatif à ce jour. Des échanges de vues devraient avoir lieu durant la réunion du SPIWG et de la 44 <sup>ème</sup> réunion du Comité permanent en octobre 2015.	Cette activité devrait être entreprise principalement en 2016, en parallèle avec l'élaboration des indicateurs et du Guide d'accompagnement. Une version révisée du modèle de rapport national devrait être présentée à la 45ème réunion du Comité permanent pour approbation en vue de son utilisation pour les rapports nationaux à établir pour la COP12.
<b>Total</b>			<b>65 000</b>	<b>15 000</b>	<b>3 000</b>	<b>37 000</b>				

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
2	Mise en oeuvre des Résolutions									
2.1	<p><b>Rés. 10.14 - Prises accidentelles dans la pêche aux filets maillants d'espèces inscrites aux Annexes de la CMS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Examen des mesures déjà en place et identification des options non létales pour atténuer les attaques des requins</li> <li>Atelier sur les mesures d'atténuation pour les espèces de la CMS y compris tortues et requins</li> </ul>	<p>Moyen</p> <p>Élevé</p>	<p>50 000</p> <p>15 000</p>	<p>50 000</p> <p>15 000</p>				<p>Ont organisé un atelier conjoint CMS/CTOI de renforcement des capacités destiné aux gestionnaires du Programme régional d'observateurs de la CTOI provenant de l'Iran, d'Oman et du Pakistan.</p>	<p>Se tiendra en octobre 2015 à Oman.</p>	
2.2	<p><b>Rés. 10.15 - Programme de travail mondial pour les cétacés</b></p>	Élevé						<p>La planification du travail est en cours avec le Conseiller nommé pour les mammifères aquatiques et des membres du Groupe de travail sur les mammifères aquatiques</p>		
2.3	<p><b>Rés.11.20 - Conservation des requins et des raies</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Requins et raies (Identifier les besoins de formation et de renforcement des capacités)</li> <li>Requins et raies (Donner les moyens d'améliorer la conservation de ces espèces)</li> </ul>	<p>Élevé</p> <p>Élevé</p>	<p>250 000</p> <p>100 000</p>	<p>250 000</p> <p>100 000</p>				<p>Un guide pour l'identification des requins est en préparation concernant les requins du nord-ouest de l'océan Indien</p>	<p>Des ateliers seront organisés lorsque des fonds seront disponibles</p>	

III.1 APPUI À LA MISE EN ŒUVRE – ÉQUIPE ESPÈCES AQUATIQUES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015				État	Réalizations	Notes	
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues				Source
2.4	<p><b>Rés. 11.22 - Captures de cétacés vivants dans le milieu naturel à des fins commerciales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Examen de l'état de la législation</li> </ul>	Élevé	15 000		10 000	5 000		Examen en cours; 37 réponses nationales au questionnaire sur la législation nationale reçues à ce jour.	L'analyse sera finalisée puis présentée à la COP12.	
2.5	<p><b>Rés. 11.23 - Conséquences de la culture des cétacés pour leur conservation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Appui au groupe d'experts</li> <li>Élaboration d'une publication sur les conclusions du groupe d'experts</li> <li>Réunion du groupe d'experts</li> </ul>	Moyen			10 000			Groupe d'experts établi. Mandat et plan de travail élaborés.		
2.6	<p><b>Rés. 10.24 - Nouvelles mesures visant à réduire la pollution acoustique sous-marine pour la protection des cétacés et autres espèces migratrices</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration de lignes directrices sur l'EIE</li> </ul>	Élevé	20 000		20 000		Monaco	Un mandat est établi pour l'élaboration de lignes directrices, en consultation avec ASCOBANS et ACCOBAMS. La CMS a rejoint le Groupe de travail mixte sur les bruits		
2.7	<p><b>Rés. 11.29 - Observation de la vie sauvage marine en bateau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Examen des lignes directrices existantes et formulation de lignes directrices pour différents taxons</li> </ul>	Élevé			20 000				À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles	

III.1 APPUI À LA MISE EN ŒUVRE – ÉQUIPE ESPÈCES AQUATIQUES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
2.8	<b>Rés. 11.30 - Gestion des débris marins</b>									
	· Traduction de la brochure sur les débris en d'autres langues	Élevé	12 500			12 500	Norvège		Retardée par la mise en application d'Umoja.	
	· Collaboration avec des instruments régionaux et mondiaux et création possible d'un groupe de travail multilatéral	Moyen	10 000		10 000			Échange de vues avec le PNUE concernant le Partenariat mondial sur les déchets en mer.		
Nouvelle	<b>Ours polaires (inscrits à l'Annexe II à la COP11)</b>	Moyen								
	· Symposium sur les ours polaires et le changement climatique		60 000		60 000			Pourparlers avec le Gouvernement norvégien pour l'accueil du Symposium en 2016.	À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles	
Nouvelle	<b>Anguilles européennes (inscrites à l'Annexe II à la COP11)</b>	Moyen								
	· Symposium scientifique sur l'état et les besoins de conservation des anguilles, en coopération avec les acteurs concernés, dont la Sargasso Sea Alliance		70 000		70 000			Discussions en cours avec les acteurs concernés.	À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles	
3	<b>MdE Tortues côte atlantique de l'Afrique</b>									
	· Revitalisation du MdE en organisant une réunion d'information	Élevé	45 000		45 000				À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles	
	· Coordination (Par VNU et la Convention d'Abidjan)	Élevé	10 000		10 000					
	· Appui à la mise en œuvre	Élevé	40 000		40 000					
	· Organisation de la Troisième Réunion des Signataires	Élevé						Élaboration d'un accord de coopération avec la Convention d'Abidjan	À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles	

N°	Activités	Ordre de priorité	2015				État	Réalizations	Notes	
			Estimation totale	Financement de base disponible	Voluntary contribution					
					Nécessaires	Obtenues				Source
4	<b>MdE Mammifères aquatiques d'Afrique de l'Ouest</b>									
	· Revitalisation du MdE en organisant une réunion d'e réflexion	Élevé	35 000		35 000			À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles		
	· Appui à la mise en œuvre	Élevé	40 000		40 000					
	· Organisation de la Première Réunion des Signataires	Élevé						À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles		
5	<b>MdE Cétacés des îles du Pacifique</b>									
	· Externalisation de la coordination technique	Élevé	10 000		10 000					
	· Développement de l'espace de travail du Comité consultatif	Élevé	2 800		2 800	Nouvelle-Zélande				
	· Appui à la mise en œuvre	Moyen	50 000		50 000					
	· Organisation de la Quatrième Réunion des Signataires	Élevé						À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles		
6	<b>MdE Phoque moine de la Méditerranée</b>									
	· Organisation d'une réunion pour réviser le Plan d'action	Faible						Prévue en 2017		
7	<b>MdE Requins</b>									
	· Fournir un appui en nature du Secrétariat de la CMS	Élevé								
	· Organiser la 2ème Réunion des Signataires (les coûts de la réunion seront couverts par le Fonds fiduciaire du MdE)	Élevé					Préparatifs en cours pour la MOS2, documents en cours d'élaboration	MOS2 prévue pour 15-19 février 2016 à San Jose, Costa Rica.		

III.1 APPUI À LA MISE EN ŒUVRE – ÉQUIPE ESPÈCES AQUATIQUES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					Etat	Réalisations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
8	<b>Plan d'action pour la tortue caouanne du Pacifique</b>  · Initier et stimuler la mise en œuvre du Plan d'action.	Moyen	50 000		30 000	20 000	Australie		Points focaux établis dans la plupart des États de l'aire de répartition, discussions en cours avec la Convention interaméricaine pour les tortues et le PROE.	
	<b>Total</b>		<b>900 300</b>	<b>0</b>	<b>930 000</b>	<b>40 300</b>				

III.2 APPUI À LA MISE EN ŒUVRE - ÉQUIPE ESPÈCES AVIAIRES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalisations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
11	Mise en œuvre des résolutions									
11.1	<b>Rés. 11.14 - Programme de travail pour les oiseaux migrateurs et les voies de migration</b> · Coordination et organisation -si fonds disponibles- d'une réunion sur les voies de migration des Amériques	Élevé	56 500		56 500				Un atelier sur les voies de migration est prévu en 2016, axé sur les Amériques	
11.2	<b>Rés. 11.15 - Prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs</b> · Coordination du GdT et organisation, si fonds disponibles - d'une réunion du GdT avant ou après un atelier sous-régional pour déterminer les priorités dans le Plan d'action	Élevé	50 000		50 000		CE		Un atelier sur l'empoisonnement des oiseaux en Afrique australe est prévu pour le 24 août 2015, en marge de la pré-MOP de l'AEWA	
11.3	<b>Rés. 11.16 - Prévention de l'abattage, du prélèvement et du commerce illégaux des oiseaux migrateurs</b> · Coordination et réunion de l'Équipe spéciale pour la Méditerranée	Élevé	150 000		0	150 000	CE	Équipe spéciale et groupe consultatif mis en place	La coordination est couverte pour trois ans	
11.4	<b>Rés. 11.17 - Oiseaux terrestres migrateurs dans la région Afrique-Eurasie</b> · Coordination du GdT et organisation -si fonds disponibles- d'une réunion du GdT avant ou après un atelier sous-régional pour déterminer les priorités dans le Plan d'action	Élevé	70 000		30 000	40 000	Suisse	Une téléconférence du Groupe directeur a été organisée le 12 juin 2015	Une réunion du groupe de travail sur les oiseaux terrestres est prévue pour la fin de novembre 2015 à Abidjan	

III.2 APPUI À LA MISE EN ŒUVRE - ÉQUIPE ESPÈCES AVIAIRES

No.	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
12	<p><b>MdE sur le phragmite aquatique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Organisation de la 3<sup>ème</sup> Réunion des Signataires.</li> <li>· Appui à la mise en œuvre.</li> <li>· Externalisation de la coordination technique.</li> </ul>	Moyen	0		0					<p>La 3<sup>ème</sup> Réunion des Signataires s'est tenue du 20 au 22 mai 2015 en Lituanie. Les coûts ont été couverts par un projet LIFE de l'UE sur le phragmite aquatique de la Baltique.</p> <p>Un contrat externalisant la coordination du MdE a été signé en juin 2015</p>
		Moyen	50 000		50 000					
		Élevé	11 600		11 600	11 600	Suisse			
13	<p><b>MdE sur la Grande Outarde</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Organisation de la 4<sup>ème</sup> Réunion des Signataires.</li> </ul>	Moyen								La réunion est prévue en 2017 et sera accueillie par l'Allemagne
14	<p><b>MdE sur l'ouette à tête rousse</b></p>	Faible								Le MdE est coordonné par le Chili et l'Argentine
15	<p><b>MdE sur le courlis à bec grêle</b></p>	Faible								



III.2 APPUI À LA MISE EN ŒUVRE - ÉQUIPE ESPÈCES AVIAIRES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
16	<b>MdE sur la Grue de Sibérie</b>									
	· Participation à l'atelier sur la planification de la conservation pour la voie de migration orientale	Élevé						Atelier achevé	L'atelier a eu lieu du 1er au 8 juin en Chine. Les frais de voyage du Secrétariat de la CMS ont été couverts par la Fondation internationale pour la protection des grues	
	· Organisation de la 8ème Réunion des Signataires.	Moyen							Des plans existent pour organiser la prochaine MOS en Chine, si fonds disponibles	
	· Appui à la mise en œuvre.	Moyen	50 000						Des fonds sont nécessaires pour externaliser la coordination à la IFondation internationale pour la protection des grues	
	· Externalisation de la coordination technique	Élevé	10 000		10 000					
17	<b>MdE sur les flamants des Andes</b>									
	· Organisation de la Réunion des Signataires	Élevé	10 000		10 000			En cours	La réunion est prévue en octobre 2015, accueillie par le Pérou dans la ville de Cusco	
	· Appui à la mise en œuvre	Élevé	50 000		50 000					
18	<b>MdE sur les oiseaux des prairies d'Amérique du Sud</b>									
	· Organisation de la Réunion des Signataires	Élevé								
	· Appui à la mise en œuvre.	Élevé	50 000		50 000					
Nouvelle	<b>Plan d'action pour le fuligule de Baer</b>									
	· Plan d'action à soumettre à la COP11 pour adoption	Moyen							Un Plan d'action a été élaboré par le WWT et entre-temps adopté par EAAFP.	

III.2 APPUI À LA MISE EN ŒUVRE - ÉQUIPE ESPÈCES AVIAIRES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
Nouvelle	Courlis de Sibérie · Élaboration d'un Plan d'action	Moyen			0				Le Plan d'action est en cours d'élaboration par un Groupe spécial dans le cadre du Partenariat pour la voie de migration Asie de l'Est-Australasie	
Nouvelle	Paruline polyglotte · Élaboration d'un Plan d'action	Moyen			0				Discussion en cours avec BirdLife International pour l'organisation d'un atelier de planification de l'action	
Nouvelle	Grande outarde d'Asie · Conférence scientifique pour l'élaboration d'un Plan d'action	Faible	40 000		40 000				Cette sous-espèce de Grande outarde a été inscrite à l'Annexe I à la COP11. Pas encore de ressources pour organiser cette Conférence	
	<b>Total</b>		<b>598 100</b>	<b>0</b>	<b>358 100</b>	<b>201 600</b>				

III.3 ÉQUIPE D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE – ÉQUIPE ESPÈCES TERRESTRES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
20	Mise en œuvre des Résolutions									
20.1	<b>Rés. 11.13 « Actions concertées et en coopération »</b>									
	<b>Cynhyène (Rés. 11.13, Annexe II)</b> · Renforcer la mise en œuvre des stratégies régionales et des Plans d'action nationaux de l'UICN	Moyen								
	<b>Guépard (Rés. 11.13, Annexe I)</b> · Renforcer la mise en œuvre des stratégies régionales et des Plans d'action nationaux de l'UICN · Diriger un atelier sur le guépard en Iran et élaborer un programme régional pour la conservation et la restauration du guépard (Programme de travail de la CAMI 2.3, Rés.11.24)	Moyen							À mettre en œuvre lorsque des fonds seront disponibles	
	<b>Éléphant de la savane et de la forêt d'Afrique (Rés. 11.13, Annexe II)</b> · Améliorer la cartographie et la conservation des corridors transfrontaliers  · Faciliter une surveillance transfrontalière renforcée (par ex. SMART)	Moyen							À mettre en œuvre lorsque des fonds seront disponibles  À mettre en œuvre lorsque des fonds seront disponibles	
	<b>Cobe à Oreilles blanches (Rés. 11.13, Annexe II)</b> · Atelier transfrontalier pour renforcer le réseau d'aires protégées en s'appuyant sur les données relatives aux colliers de repérage à distance fournies par le projet en cours	Moyen	10 700			99 862	Norvège	Cartographie du corridor écologique multi-espèces à travers l'Éthiopie et le Sud-Soudan.	L'atelier fait partie d'un vaste projet de pose de colliers de repérage à distance.	

III.3 ÉQUIPE D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE – ÉQUIPE ESPÈCES TERRESTRES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015				État	Réalisations	Notes	
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues				Source
	<b>Chauves-souris d'Afrique (Rés. 11.13, Annexe II)</b> · Évaluation des lacunes et des besoins pour guider une action ciblée au sein de la CMS	Moyen	30 000		30 000			À mettre en œuvre lorsque des fonds seront disponibles		
20.2	<b>Rés. 11.24 Initiative pour les mammifères d'Asie centrale</b>  · Administrateur de programme associé pour la CAMI (à plein temps)	Élevé	96 102	45 102	51 000		Consultant intérimaire depuis février 2015; recrutement d'un administrateur CAMI prévu fin 2015	50% du poste couvert par la CMS depuis la COP11		
	· Mise en œuvre du Programme de travail de la CAMI (Res.11.24, Tableau 1), dans lequel les activités hautement prioritaires comprennent: · Section 1.1 sur la chasse et le commerce illégaux: par ex. renforcement des capacités/formation des gardiens des parcs et du personnel chargé de faire respecter la loi, appui à l'examen des lois nationales, renforcement des méthodes de suivi et de l'application	Élevé	240 000		240 000			Les estimations des coûts sont des estimations minimales pour la période triennale		
	· Section 1.2 sur le surpâturage et la compétition de l'élevage: par ex. programmes éducatifs sur la protection de la faune sauvage parmi les communautés de gardiens de troupeaux, aider le groupe de travail à trouver des compromis pour l'utilisation des pâturages et les questions de protection de la faune sauvage · Section 1.3 sur les infrastructures: par ex. renforcer les connaissances et diffuser la cartographie des espèces/paysages, mettre au point du matériel de sensibilisation aux obstacles à la migration, créer des équipes spéciales multi-agences pour de vastes projets d'infrastructures, organiser des réunions de groupes d'experts, organiser des ateliers sur les infrastructures techniques	Élevé	310 000		310 000			Les estimations des coûts sont des estimations minimales pour la période triennale		
		Élevé	160 000		160 000			Les estimations des coûts sont des estimations minimales pour la période triennale		

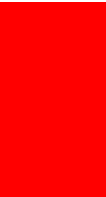





III.3 ÉQUIPE D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE – ÉQUIPE ESPÈCES TERRESTRES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Atelier visant à promouvoir les Lignes directrices relatives à l'impact des infrastructures linéaires sur les grands mammifères en Asie centrale</li> </ul>	Élevé	30 000						Actions prioritaires, leçons apprises et modifications du Transmongolien (voir programme)	25-29 août 2015, UB, Mongolie
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Section 1.4. sur la bonne gouvernance de la gestion des ressources naturelles/ politique et législation: par ex. aider le Groupe d'experts à transposer les politiques nationales réussies au niveau régional. Ateliers techniques sur les barrières frontalières, agriculture, infrastructure; 15 lignes directrices sur les pratiques exemplaires (par ex. suivi)</li> </ul>	Élevé	85 000		85 000					Les estimations des coûts sont des estimations minimales pour la période triennale
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Section 1.5 sur les besoins humains/participation des communautés à la conservation: par ex. promouvoir des plans pour des moyens de subsistance durables, mettre au point des matériels pour les éducateurs et développer des activités pour communiquer des messages sur la conservation, renforcer l'écotourisme</li> </ul>	Élevé	20 000		20 000					Les estimations des coûts sont des estimations minimales pour la période triennale
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Section 1.6 sur les connaissances scientifiques: par ex. effectuer une analyse des lacunes pour comprendre les lacunes dans les connaissances spécifiques à une espèce</li> </ul>	Élevé	25 000		25 000					Les estimations des coûts sont des estimations minimales pour la période triennale
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Section 1.7 sur la coopération transfrontalière: par ex. s'appuyer sur les processus et structures déjà en place, promouvoir les avantages de la coopération</li> </ul>	Élevé	5 000		5 000					Les estimations des coûts sont des estimations minimales pour la période triennale
	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Stimuler la coordination et la mise en œuvre du Plan d'action par espèce pour la conservation de l'argali</li> </ul>	Élevé	40 000		40 000					
<b>20.3</b>	<p><b>Plan d'action international par espèce pour la conservation de l'argali</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Stimuler la coordination et la mise en œuvre du Plan d'action par espèce pour la conservation de l'argali</li> </ul>	Élevé	40 000		40 000					

III.3 ÉQUIPE D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE – ÉQUIPE ESPÈCES TERRESTRES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
20.4	<p><b>Rés. 11.32 Conservation et gestion du Lion d'Afrique, <i>Panthera leo</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluer la population et l'état de conservation dans les États de l'aire de répartition par le biais d'un questionnaire qui sera soumis à la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent</li> <li>Organiser une réunion pour les États de l'aire de répartition pour évaluer la mise en œuvre de la Stratégie de conservation du lion d'Afrique de l'Est et australe (2006) et la Stratégie de conservation du lion d'Afrique de l'Ouest et centrale (2006) et élaborer des plans d'action régionaux pour la conservation</li> </ul>	Élevé	120 000	-	120 000				À mettre en œuvre lorsque des fonds seront disponibles	
21	<p><b>MdE Saïga</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation du modèle de rapport national et révision et mise à jour du Programme de travail international à moyen terme 2010-2015</li> <li>Externalisation de la coordination technique</li> <li>Appui à la mise en œuvre (par ex. renforcement des capacités pour les autorités chargées de la santé de la faune sauvage, modification des clôtures frontalières, équipement pour les aires protégées)</li> <li>Organisation de la Troisième Réunion des Signataires (26-29 Octobre 2015, Tashkent)</li> </ul>	Élevé	18 153		18 153	Allemagne				
		Élevé	10 000		10 000					
		Élevé	170 000		170 000					
		Élevé	35 000		15 000	20 000	PNUE ROE			
22	<p><b>MdE Cerf de Boukhara</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la mise en œuvre et externalisation de la mise en œuvre technique du MdE</li> <li>Organisation d'un atelier technique et de la 2<sup>ème</sup> Réunion des Signataires</li> </ul>	Moyen	50 000		50 000					
		Moyen	55 000		55 000				Prévu pour 2016/2017	

III.3 ÉQUIPE D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE – ÉQUIPE ESPÈCES TERRESTRES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
23	<b>MdA Éléphant d'Afrique de l'Ouest</b> · Mise à jour du Programme de travail international à moyen terme · Appui à la mise en œuvre (par ex. Atelier de suivi au Burkina Faso sur les opérations anti-braconnage à participation communautaire) · Organisation de la Troisième Réunion des Signataires	Élevé								
		Élevé	40 000		40 000					
		Élevé	55 000		55 000					
24	<b>MdE Huemul</b> · Mis en œuvre par l'Argentine et le Chili moyennant un Plan d'action binational	Faible								
25	<b>Plan d'action en faveur des antilopes sahélo-sahariennes</b> · Mise à jour et examen du Plan d'action 1998/2006 · Organisation d'une réunion des États de l'aire de répartition pour adopter le Plan d'action (2016/2017)	Moyen	-	-		18 590	USFWS			
		Moyen	18 590	-						
26	<b>Accord Gorilla</b> · Externalisation de la coordination technique · Appui à la mise en œuvre (y compris projet GRASP-CMS) · Organisation de la 3ème Réunion des Parties avant ou après la prochaine réunion de GRASP (Indonésie 2016)	Élevé	25 000		25 000			 		Reporté à 2016
		Élevé	50 000	26 962	23 038		Parties à l'Accord Gorilla			
		Élevé	60 000		60 000					
<b>Total</b>			<b>1 798 545</b>	<b>72 064</b>	<b>1 629 038</b>	<b>186 605</b>				

III.4 SERVICES CONSULTATIFS SCIENTIFIQUES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalisations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
<b>28</b>	<b>Mise en oeuvre des Résolutions</b>									
<b>28.1</b>	<b>Rés. 11.25 – Réseaux écologiques</b>  · Encourager la mise en œuvre de la Résolution sur les réseaux écologiques, en particulier en Afrique par la planification du programme en 2015 et une réunion de démarrage en 2016	Elevé	50 000		50 000			Descriptif de projet élaboré et soumis aux donateurs potentiels pour financement. Progrès réalisés dans plusieurs autres activités connexes au sein de la famille CMS, et en collaboration avec d'autres organisations compétentes (CDB, UNESCO)		
<b>28.2</b>	<b>Rés. 11. 27 Énergies renouvelables</b>  · Coordination et fonctionnement du Groupe de travail sur les énergies	Élevé	60 000			60 000	Allemagne	Programme de travail préliminaire pour le GT et le Coordonnateur approuvé. Identification des membres du GT en cours	Même financement pour 2016 et 2017	
	· Contribuer à la poursuite de l'élaboration des lignes directrices	Élevé						Des contacts ont été maintenus entre les Secrétariats de la CMS et de l'AEWA et l'IRENA sur la poursuite de l'élaboration des lignes directrices	Cette activité devrait être entreprise en grande partie après la MOP6 de l'AEWA	



SERVICES CONSULTATIFS SCIENTIFIQUES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
28.3	<p><b>Rés. 11.31 Combattre les délits et fautes contre la faune sauvage à l'intérieur et au-delà des frontières</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des gardiens, douaniers, policiers, militaires et autres acteurs pertinents</li> <li>Renforcer la collaboration avec les acteurs pertinents, notamment l'ICCWC et chacun de ses organismes partenaires (CITES, INTERPOL, UNODC, Banque mondiale et OMD), le PNUE, les Organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et les réseaux de lutte contre la fraude liée aux espèces sauvages ainsi que le Partenariat en collaboration sur la gestion durable de la faune sauvage (CPW)</li> </ul>		-	-						À mettre en œuvre lorsque des fonds seront disponibles
			200 000	-	200 000					
29	<p><b>Faciliter les travaux du Conseil scientifique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aider le Président du Conseil scientifique à organiser un atelier sur la connectivité</li> </ul>	Principal	25 000			25 000	Parc régional du delta du Pô		<p>Au moment d'écrire ces lignes, les préparatifs pour l'atelier progressent bien. L'atelier devrait avoir lieu à Venise les 28 - 30 septembre 2015.</p>	<p>Activité conduite par le Président du Conseil scientifique, le Secrétariat fournissant des avis notamment la participation d'experts et le programme de l'atelier.</p>






SERVICES CONSULTATIFS SCIENTIFIQUES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
	<p>Concevoir un processus consultatif pour donner des avis au Comité permanent et à la COP au sujet de la composition du Comité de session</p> <p>Élaborer un mandat pour le Conseil scientifique</p>							<p>Des options pour un processus consultatif pour nommer les membres du Comité de session du Conseil scientifique avant la COP12 et les réunions des COP suivantes sont soumises à la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent pour examen.</p> <p>En vue de la nomination des membres du Comité de session pour la période 2015-2017 par la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent, le Secrétariat a demandé aux personnes intéressées de se manifester.</p> <p>Des projets de mandat pour le Conseil scientifique ont été établis par le Secrétariat et sont soumis à la 44<sup>ème</sup> réunion du Comité permanent pour examen</p>	<p>On trouvera plus de détails dans le document UNEP/CMS/StC44/14</p> <p>On trouvera plus de détails dans le document UNEP/CMS/StC44/14</p>	

SERVICES CONSULTATIFS SCIENTIFIQUES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
30	<p><b>État de conservation des espèces de la CMS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Coordonner les préparatifs pour le rapport d'examen sur l'état de conservation des espèces inscrites aux Annexes de la CMS</li> </ul>	Élevé	100 000		100 000				Atelier avec des partenaires clés (UICN, WCMC, BLI, WI) pour formuler une proposition pour le mandat et le modèle de rapport en cours de planification. Activité identifiée comme prioritaire pour les efforts de levée de fonds.	Lié à l'examen de la mise en œuvre du Plan stratégique
31	<p><b>Mise en œuvre du Programme de petites subventions</b></p>	Élevé	100 000		100 000			Contrats signés entre le Secrétariat et les organismes d'exécution pour des projets financés au titre du cycle de 2014 et suivi de la mise en œuvre du projet	De nouvelles demandes de propositions de projet seront faites lorsque des contributions volontaires à l'appui du programme seront versées	
32	<p><b>Élaboration d'un atlas sur les migrations animales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Commencer par les oiseaux migrateurs de la région Afrique-Asie et tenir compte des atlas existants</li> </ul>	Élevé	750 000		750 000			Un mandat et un descriptif de projet sont en cours d'élaboration. Une session spéciale sur cette initiative est prévue durant l'atelier du Conseil scientifique sur la connectivité	Initiative mise au point en consultation avec le Conseil scientifique	
33	<p><b>Faciliter la mise en œuvre du Programme de travail sur le changement climatique et préparer le rapport d'activité avant la COP12</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Organiser la Première Réunion du Groupe de travail sur le changement climatique</li> </ul>	Élevé	35 000		35 000			Travaux préparatoires pour la réunion entrepris en consultation entre le Secrétariat et le Conseiller nommé par la COP pour le changement climatique		
	<b>Total</b>		<b>1 320 000</b>	<b>0</b>	<b>1 235 000</b>	<b>85 000</b>				

IV. MOBILISATION DES RESSOURCES ET AFFAIRES INTER-AGENCES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes		
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires							
					Nécessaires	Obtenues	Source					
1	<b>Mobilisation des ressources</b> · Élaborer des propositions de projet · Identifier des donateurs potentiels, travailler avec eux sur de nouvelles propositions et/ou les tenir au courant des projets en cours/achevés · Chercher à établir des partenariats avec le secteur privé, en particulier concevoir une stratégie dans le cadre du Programme des Champions à cette fin	Principal						 	Plusieurs propositions ont été élaborées et présentées	Une stratégie pour approcher le secteur privé est formulée		
		Principal										
		Élevé										
2	<b>Promouvoir les questions abordées par la CMS dans le système des Nations Unies</b> Participer aux réunions de/ avec par ex.: · Groupe de liaison sur la biodiversité (BLG) · Groupe de gestion de l'environnement (EMG) et son groupe spécial de gestion thématique · Groupe stratégique 2015 du PNUE et processus post-2015 des objectifs de développement durable · Réunion de l'équipe de gestion des AME du PNUE · Participation au Forum du NBSAP (conduit par le PNUE, le PNUD et la CDB) pour fournir des informations au nom de la famille CMS · Programme du partenariat mondial pour les océans (GPO) · Points focaux PNUE pour les AME	Élevé						  	Participation à la réunion (23 janvier)	Suivi en cours		
		Faible										
		Moyen										
		Moyen									Participation à la réunion (19 juin) On trouvera le lien avec le Forum du NBSAP sur le site web de la famille CMS	Suivi en cours
		Élevé										
		Moyen										
		Élevé										


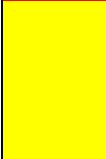



IV. MOBILISATION DES RESSOURCES ET AFFAIRES INTER-AGENCES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
3	<b>Renforcer la collaboration existante avec les AME</b> · Coordonner et superviser la mise en œuvre des plans de travail conjoints avec la CDB, Ramsar et la CITES · Renforcer la collaboration avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, la CCNUCC, la CNULD et la CBI · Maintenir la collaboration avec d'autres AME, par ex. la Convention de Berne, la Convention de Cartagena, etc.	Élevé						Nouveau Plan de travail conjoint avec la CDB achevé		
		Moyen								
		Faible								Convention de Berne membre du Groupe de travail sur l'abattage illégal des oiseaux
4	<b>Renforcer la collaboration existante avec les OIG et la société civile</b> · Renforcer les relations avec l'UE, le PROE, l'UICN et la société civile, le cas échéant	Moyen								
5	<b>Engagement dans une nouvelle coopération stratégique</b> · Continuer à coopérer avec l'IRENA, en se fondant sur les résultats du projet conjoint · Poursuivre des intérêts communs et des activités avec le WWF dans le contexte de l'accord de partenariat · Étudier la participation éventuelle du FEM, du PNUD, de la Banque mondiale et d'autres à la mise en œuvre de la CMS	Élevé								
		Élevé								
		Moyen								
6	<b>MOBILISATION DES RESSOURCES</b> · Élaborer un Plan CMS pour l'évaluation et la mobilisation des ressources · Exécuter le Programme des Champions des espèces migratrices	Principal	25 000		25 000					
		Principal	2 000		2 000					
7	<b>AMBASSADEURS DE LA CMS</b> · Continuer de communiquer avec les ambassadeurs de la CMS pour élargir leur programme à l'appui de la CMS et identifier de nouveaux ambassadeurs le cas échéant.	Moyen	10 000		10 000			Les ambassadeurs ont fait des déclarations à l'appui de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs	Le Programme est en cours de remaniement	

IV. MOBILISATION DES RESSOURCES ET AFFAIRES INTER-AGENCES

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
8	<b>Renforcer la présence de la CMS dans les régions à travers:</b> · le Coordonnateur de la région Afrique pour sensibiliser, établir des partenariats, mobiliser des ressources et recruter de nouvelles Parties afin d'accroître la visibilité et soutenir la mise en œuvre générale de la Convention dans la région Afrique. · le Coordonnateur régional de l'hémisphère occidental pour sensibiliser, établir des partenariats, mobiliser des ressources et recruter de nouvelles Parties afin d'accroître la visibilité et soutenir la mise en œuvre générale de la Convention dans la région Amérique latine-Caraïbes. · le Coordonnateur de la région Pacifique pour sensibiliser, établir des partenariats, mobiliser des ressources et recruter de nouvelles Parties afin d'accroître la visibilité et soutenir la mise en œuvre générale de la Convention dans la région du Pacifique.	Élevé	100 000		100 000			Demandes de fonds envoyées à toutes les Parties  Comme ci-dessus  Comme ci-dessus	Ressources non obtenues	
		Élevé	100 000		100 000				Comme ci-dessus	
		Élevé	100 000		100 000				Comme ci-dessus	
<b>Total</b>			<b>337 000</b>	<b>0</b>	<b>337 000</b>	<b>0</b>				

V. INFORMATION ; COMMUNICATION ET SENSIBILISATION




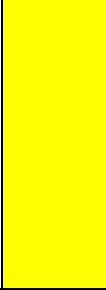
No.	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
1	<b>Stratégie de communication</b> · Organiser des ateliers pour développer et discuter la stratégie  · Développer une stratégie de communication commune pour AEWA et CMS; une première étape vers une stratégie de toute la famille CMS  · Développer une image de marque commune pour la famille CMS	Principal	50 000		50 000			  	Consultant indépendant recruté et travail actuellement en cours	À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles  Financement partagé avec le Secrétariat de l'AEWA  À entreprendre lorsque des fonds seront disponibles.
		Principal	25 000			25 000	Allemagne			
		Moyen								
2	<b>Communication, éducation et sensibilisation du public (cesp)</b> · Initier le développement d'un programme commun CESP pour AEWA et CMS · Organiser des ateliers CESP afin d'assurer un processus participatif · Développer le programme CESP · Développer des outils CESP	Moyen							Prévu pour 2017	
		Moyen							Prévu pour 2017	
		Moyen							Prévu pour 2017	
		Moyen							Prévu pour 2017	
		Moyen							Prévu pour 2017	
3	<b>Outils d'information électroniques</b> · Maintenir et/ou développer les autres sites internet, par exemple ; la journée mondiale des oiseaux migrateurs	Principal	5 000			5 000	Allemagne		Site internet de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs développé pour la campagne annuelle 2015  Nouveau site internet construit en utilisant le Système de gestion de contenu Drupal (open source)	
4	<b>Campagnes</b> · Organiser des campagnes, par exemple la journée mondiale des oiseaux migrateurs, la journée mondiale de la faune sauvage, etc...	Élevé	35 000			35 000	Allemagne		Campagne pour la Journée mondiale des oiseaux migrateurs 2015 mise en œuvre avec succès  Activité partagée entre les Secrétariat de la CMS et d'AEWA	

V. INFORMATION , COMMUNICATION ET SENSIBILISATION

No.	Activités	Ordre de priorité	2015				État	Réalisations	Notes	
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues				Source
5	<p><b>Gestion de l'information</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer à développer et maintenir le système de rapport en ligne, y compris l'outil analytique</li> <li>Analyser et faire la synthèse des rapports nationaux</li> <li>Managing in- and outgoing mail and keeping the contact database up to date</li> </ul>	Élevé	50 000		50 000		Projet EC / ACP		Prévu pour 2017	
		Principal								
		Principal								
6	<p><b>Outils d'information électroniques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Maintenir et développer le site internet de la famille CMS</li> <li>Administrateur de programme pour maintenir et développer les outils d'information électroniques</li> <li>Maintenir et développer les espaces de travail en ligne, par exemple pour le Conseil scientifique</li> </ul>	Principal	30 000	6 500	23 500			Site internet de la CMS activement maintenu par plusieurs personnes du Secrétariat de la CMS Groupe de travail du Site internet de la famille de la CMS (re-lancé) afin d'identifier les domaines d'amélioration / développement	<p>Financement disponible pour assurer la maintenance technique de base du site internet de la famille de la CMS, mais des ressources sont nécessaires pour être en mesure d'apporter d'autres améliorations (coûts de développement)</p> <p>Financement nécessaire d'urgence pour être de faire passer le P-2 temps partiel à un poste à temps plein. C'est une position principale au sein de la nouvelle unité conjointe-CMS + AEWA de communications, sensibilisation et gestion de l'information</p>	
		Principal	96 102	45 102	51 000			Processus de recrutement pour un poste P2 à 50% toujours en cours. Consultant engagé en Avril 2015 afin de combler le vide		
		Principal	10 000		10 000					



V. INFORMATION , COMMUNICATION ET SENSIBILISATION

No.	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
7	<p><b>Presse et Média</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Rédaction de communiqués de presse, Op-Eds, articles, etc, y compris répondre aux demandes des médias</li> <li>· Favoriser l'utilisation des médias sociaux pour accroître la visibilité de la famille CMS</li> <li>· Améliorer l'utilisation des multimédia</li> </ul>	Principal						  	Production maison des déclarations par vidéo (ES)	Besoin de renforcer la capacité spéciale des média
		Élevé	50 000		50 000					
		Moyen	10 000		10 000					
8	<p><b>Publications</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Organiser et surveiller l'impression des publications</li> </ul>	Principal	20 000		20 000			Capacité interne pour design/publication assistée par ordinateur, renforcée (AEWA membre du personnel de l'équipe mixte Communications)-	Financement pour l'impression et la conception de produits haut de gamme encore nécessaire	
<b>Total</b>			<b>381 102</b>	<b>51 602</b>	<b>264 500</b>	<b>65 000</b>				

VI. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	note
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
1	<b>Renforcement des capacités</b> · Encourager l'utilisation de la communauté virtuelle pour développer la communication entre les points focaux nationaux. · Évaluer l'utilité des outils de renforcement des capacités existants par ex. Manuel à l'usage des points focaux nationaux, la communauté virtuelle, etc.	Principal  Élevé								
2	<b>Réunions régionales</b> · Organiser et fournir des services pour la réunion préparatoire de la COP12 en Afrique, Asie, Amérique latine et Pacifique.	Élevé	200 000		100 000	100 000	CE	La moitié du financement nécessaire déjà obtenu	Financement de deux ateliers préparatoires régionaux en Amérique latine et en Afrique pour la COP12 en 2017. L'estimation totale couvre la période triennale	
3	<b>Recrutement de Parties</b> · Mettre au point une stratégie pour recruter de nouvelles Parties. · Assurer la liaison avec les États de l'aire de répartition non-Parties pour leur fournir les informations qui leur permettront de prendre une décision éclairée quant à leur adhésion à la CMS et/ou à un ou plusieurs de ses instruments. · Aider les pays à adhérer à la CMS	Principal  Principal  Principal	90 000		-90 000	180 000	CE	Les fonds obtenus dépassent l'estimation Tenue de deux ateliers	Financement de quatre ateliers régionaux dans les Caraïbes, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique (2015-2016). L'estimation totale couvre la période triennale	
4	<b>Renforcement des capacités</b> Mettre en œuvre la stratégie de renforcement des capacités 2015-2017 moyennant: identification des besoins spécifiques, formation des formateurs, mise au point de matériel, organisation d'ateliers de renforcement des capacités en particulier en Afrique, Asie, Amérique latine et Pacifique, etc.	Principal	200 000		200 000					
<b>Total</b>			<b>490 000</b>		<b>210 000</b>	<b>280 000</b>				

VII. PRESTATION DE SERVICES POUR LES ORGANES DIRECTEURS ET AUTRES RÉUNIONS DE LA CMS

N°	Activités	Ordre de priorité	2015					État	Réalizations	Notes
			Estimation totale	Financement de base disponible	Contributions volontaires					
					Nécessaires	Obtenues	Source			
1	La 12ème Réunion de la Conférence des Parties (y compris, appui aux délégués pris en charge, recrutement d'un fonctionnaire chargé des conférences, sous-traitance avec ENB et organisation d'un segment de haut niveau)	Principal								
2	Le Comité permanent incluant le maintien de contacts réguliers	Principal	21 649	21 649						
3	Le Conseil scientifique incluant le maintien de contacts réguliers	Principal	60 408	50 408	10 000				Pas besoin d'un financement supplémentaire	
4	Fourniture de services et organisation (sur le plan logistique) d'autres réunions de la CMS, par ex. Réunion des Signataires des MdE, Réunion des Parties à l'Accord Gorilla, ateliers, etc.	Principal								
5	Retraite de la famille CMS	Principal						Meilleure coopération avec la famille CMS, notamment en ce qui concerne les espèces aquatiques et aviaires		
	<b>Total</b>		<b>82 057</b>	<b>72 057</b>	<b>10 000</b>					